

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

N° 690 MERCREDI 5 JUIL 1978

Fac-similés :
le « Matin » joue
Hersant

Lire page 4

Algérie 1,75 dinar. Belgique 20 FB. Grèce 22 DR. Hollande 1 florin. Italie 350 L. Luxembourg 15 FL. Maroc 2 30 dirams. Portugal 15 escudos. Suisse 1 FS.

ARSENAUX-MOULINEX

LE PREMIER COUP DE SEMONCE

La première vague de grève arrêtée aux arsenaux Pour vaincre le plan Barre, il faut préparer la coordination et la généralisation des grèves Les travailleuses de Moulinex en lutte font le point



Les grévistes de chez Franck Olivier à Château-Renault. (Photo Pascal Milhiet/Gamma.)

Corse :
trente-trois attentats
en une nuit

Lire page 12

Manifestation
pour la paix
à Jérusalem

Lire page 5

Six partis en quête
d'un président
en Italie

Lire page 5

courrier

« Dolt-on se contenter de crier un bon coup, tous ensemble ? »

« C'est du meeting fasciste et de la « contre-manif » que je veux parler et tout d'abord dire à quel point je suis écœuré par l'attitude du PC et de la CGT qui imposèrent l'exclusive que l'on sait à l'encontre des gauchistes.

« Même contre le fascisme, même contre les rats, ils refusent l'unité des travailleurs désirant sans doute se donner l'image de seuls vrais défenseurs des travailleurs. (D'ailleurs les affiches du PC ne disent-elles pas qu'il faut « adhérer au PCF pour devenir communiste ».) Mais, merde, qui est l'ennemi à abattre ?

« Si j'écris, c'est aussi pour poser la question : qu'avons-nous à attendre de ce genre de manif ? Quand les nazis se rassemblent sous la protection des Giscard-Chirac, qu'est-ce que ça veut dire de demander l'interdiction du meeting à ces mêmes Giscard-Chirac ? Je ne dis pas qu'elle a toutes les chances d'être vaine (et c'est tout de même mieux de faire reculer le pouvoir par une mobilisation générale, que d'envoyer tout le monde à la castagne).

« Bien sûr, les responsables avaient affirmé que le cortège de manifestants n'approcherait pas de la Mutualité, mais on sait que nous n'avons pas à compter sur les « responsables », sur les PC et PS. Ne savons-nous pas que nous n'avons rien à attendre de la gauche respectable.

« Cette manifestation démontre la volonté de s'opposer aux fols, mais s'en arrêter là n'est pas différent d'un « rassemblement devant un monument de la Résistance ». Balade, manif traîne-savate, disent des autonomes. J'ai rencontré beaucoup de camarades ce soir-là qui avaient l'impression d'être venus pour rien ou pour la forme et qui regrettaient de ne pas être allés à la Mutu. Je ne sais pas qui aurait eu le rapport de forces, mais je sais qu'après la manif, si on s'était donné rencart à la Mutualité, beaucoup, beaucoup de monde se serait retrouvé là-bas, par hasard. Quand une majorité d'organisations se prononcent pour l'interdiction d'un meeting et que celui-ci se tient quand même, alors, qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce qu'on doit se contenter de crier un bon coup tous ensemble comme contre l'extradition de Croissant ; on l'a vu le résultat : Croissant croupit en taule (...) Ne faut-il pas repenser le problème de la violence face à ceux qui assassinent. OK, la démocratie socialiste implique le droit à quiconque de s'exprimer et de se rassembler ; mais leur façon de s'exprimer on la connaît depuis longtemps, c'est le langage de la violence raciste et anti-communiste, c'est le langage des attentats, des assassinats de Henri Curriel et de Saïd Sebaï et de tous les travailleurs dont ne connaît pas le nom. Alors qu'est-ce qu'on attend ? : un communiqué de Georges Marchais appelant à l'insurrection ?

« Je crois qu'avec l'affaire Croissant, on a perdu deux bonnes occasions de faire la preuve de notre force face au pouvoir. Quand on a épuisé les recours légaux que nous laisse la bourgeoisie, il n'y a pas deux solutions. Ce soir encore, comme beaucoup je

la gorge et j'ai mal au ventre. »

Jean,
sympathisant LCR

PS : après la manif, j'ai pris le train (gare de l'Est) pour rentrer chez moi. Dans le wagon, il y avait, au-dessus d'un sigle d'Ordre nouveau, cette inscription : « Curriel est mort, bien fait pour sa gueule de traître. Delta veille. »

courrier

Nous, on criait à la Mutualité

« Camarades,

« Je vous écris en mon nom, je suis militant des Jeunes ouvrières révolutionnaire (JOR), section française de l'IRJ. Je suis indigné par l'attitude que prend la direction de la LCR vis-à-vis de nous JOR, de la LOR, et cela parce que :

— ignorant volontairement notre existence et notre attitude à la manifestation antifasciste du mardi 27, en nous mêlant pêle-mêle dans ces « petits groupes d'autonomes qui ont tenté sans succès ver la Mutualité ». (Manifestants qui étaient 2 000 à 3 000 !) Ces petits groupes d'autonomes, c'étaient les militants de la LOR, les autonomes et les JOR, nous crierions : « A la Mutualité » ; il y avait les forces d'empêcher le meeting fasciste, alors la LCR (direction) a interposé entre ses militants et nous son service d'ordre, et a chanté l'« Internationale » (pour quoi faire ? Pour terminer une gentille manifestation ?) et a donné ordre de dispersion. Soit dit en passant que l'ordre de dispersion de la LCR a été donné à 5 minutes après avoir sifflé l'ordre de dispersion du PSU !

« Mais à la dispersion, des discussions entre certains de ces militants et nous ont montré l'attitude indignée et même plus, dégoûtée, desdits militants vis-à-vis d'une direction suivant à grands pas la tactique des staliniens et des sociaux-démocrates...

M. C.

courrier

« C'est vous qui engendrez les autonomes »

« Camarades,

« Je suis allé hier à la manifestation contre les fascistes. Et là je dois dire bravo ! Félicitations. Vous êtes maintenant maître dans le style entierement. Je pensais bien que votre attitude serait de ne rien faire contre les fascistes. Mais je ne pensais pas que vous auriez aussi bien réussi.

Depuis 1973, depuis la fameuse dissolution, il est connu dans l'extrême gauche que vous avez peur de la répression policière. Il est clair que votre première trahison remonte aux manifestations sur l'Espagne, cette manif où on s'est tous retrouvés face à l'ambassade d'Espagne, qui s'est ensuite reformée sur les Champs-Élysées avec toute la violence gratuite que l'on a connu ce soir-là. Gratuite ?

Reste à voir ! Tous ceux qui ont cassé ce soir-là étaient là pour marquer un rapport de force... dans la violence révolutionnaire. Tout le monde était d'ailleurs derrière vous, preuve que la Ligue canalisait encore des espoirs en ce sens. Et s'il y a eu de la casse ensuite sur les Champs, c'est par dépit. Tous ceux qui étaient là n'y croyaient pas. Face à l'ambassade. Presque

Le SO devant la manif, assis, désarmé. On attendait. J'y étais. On discutait entre nous. On se disait que ce n'était pas possible, qu'on allait y aller. Mais rien. Ou plutôt... demitour sur les Champs, honteux.

« Tout cela pour dire, camarades, que s'il y a des autonomes, c'est vous qui les engendrez. C'est vous qui créez un tel courant politique. Par vos erreurs. Aujourd'hui vous êtes devenus les flics de l'extrême gauche, par votre nombre. Par votre simple présence dans les manif, votre présence qui tient lieu de soporifique. Vous endormez les masses qui sont perméables à vos idées. Votre centralisme encore démocratique de façon interne se transforme au long des manif et de votre pratique de masse en autoritarisme ridicule et somnifère. Les « masses » vous suivent. Votre frange sympathisante « recrache » bêtement vos mots d'ordre, diffusés à coups de sonos superpuissantes.

« Il fallait voir hier, à la manif contre l'eurodroite, les responsables de votre service d'ordre, errant un peu partout à la recherche d'autonomes ou d'éventuels provocateurs, l'œil inquiet, discutant entre eux, en cercle fermé sur le terre-plein du boulevard Auguste-Blanqui ! Et s'ils avaient leur casque à la main, ce n'était pas pour aller à la Mutualité, mais bien au contraire pour empêcher qu'on y aille (dissolution ?) Et le SO ! Quand je l'ai vu redescendre la manif du PC, calmement, et quand j'ai vu vos drapeaux rouges à manche de pioche, je n'ai pu m'empêcher de penser à l'OCI...

« C'est vrai que vous êtes nombreux camarades, et donc que rien ne se fait d'important sans votre participation, c'est-à-dire votre assentiment. Mais quand on vous dit ça, ça vous donne toujours un petit sourire... Le problème, c'est que la démocratie interne n'empêche pas forcément le bureaucratisme dans la pratique de masse...

Un ex-militant de la Ligue
Un futur autonome ?

Pas sans eux ou contre eux

Le meeting fasciste s'est tenu, c'est un fait. Il s'était d'ailleurs aussi tenu en 1973, malgré la contre-manifestation de l'extrême gauche. Beaucoup d'antifascistes regrettent que le 27 juin on n'ait pas pu marcher sur la Mutualité pour l'interdire nous-mêmes, en partant de l'idée juste qu'on ne discute pas avec le fascisme et qu'on a rien à attendre de la bourgeoisie pour le combattre. Mais comment et avec qui organiser cette lutte ? C'est tout le problème. Nous ne pensons pas que la liquidation du fascisme se régle par un combat singulier avec l'extrême gauche devant une classe ouvrière passive et spectatrice.

L'enjeu est d'arriver à créer les conditions pour que les travailleurs prennent en charge ce combat. Ce qui jusqu'à présent n'avait pas été le cas, vue la politique des organisations réformistes. Or cette année, à la différence de 1973, nous avons réussi pour la première fois à les obliger à prendre position et à descendre dans la rue. C'est un déjà un progrès considérable pour l'avenir.

Il y a toute une tradition de lutte à retrouver et la relative faible participation des travailleurs à la manifestation, de même que l'impossibilité de créer un mouvement de masse contre le meeting, montre le chemin

VACANCES ROUGES EN EUZKADI

Dates des séjours

Du 1 au 10 juillet

Du 10 au 19 juillet

Du 19 au 28 juillet

Du 1 au 10 août

Du 10 au 19 août

Du 19 au 28 août

Du 28 août au 6 septembre

PRIX D'UN SEJOUR

450F (250F d'acompte + 200F)

(3 repas/jour et hébergement)

Tous les problèmes financiers sérieux peuvent et doivent être discutés

Pour tous renseignements et

inscriptions : Ecrire au 10 impasse

Guéménée, Paris 75004 ou téléphonez

au 272.88.96 ou au 272.68.82

Une permanence est assurée

les lundi et vendredi soir

Dans ces conditions, aller seuls à la Mutualité, ne signifiait pas un affrontement avec les fascistes, qui a eu lieu d'ailleurs à plusieurs reprises pendant cette semaine (cf. « Rouge ») mais avec l'appareil d'Etat représenté par les milliers de flics protégeant la salle. Dans la situation présente un tel affrontement n'était possible

qu'avec le soutien des grandes organisations ouvrières ou d'un vaste mouvement de comités de mobilisation qui n'existait pas.

Nous ne sommes pas opposés à l'utilisation de la violence révolutionnaire surtout contre les fascistes, mais nous sommes opposés à ce que ce soit l'extrême gauche seule qui se substitue à la classe ouvrière car on ne peut pas ainsi convaincre les travailleurs de la nécessité de la violence de masse. C'est à travers la propagande, et la multipli-

cation d'expériences unitaires d'auto-défense (piquets de grève, défense des manifestations, etc.) qu'on peut arriver à poser ce problème à une échelle de masse. Et rien que dans ce domaine, le bilan est limité.

C'est d'ailleurs dans ce cadre que nous avons tiré le bilan de la lutte armée minoritaire menée en Argentine par nos camarades de l'ERP et de leur échec.

C'est vrai qu'on serre les poings devant les parades fascistes, l'extradition de Croissant ou l'assassinat de Curriel, mais croit-on vraiment que l'extrême gauche, seule, pouvait empêcher toutes ces agressions de la bourgeoisie. On peut regretter le poids du PC et du PS dans la classe ouvrière mais c'est avec les travailleurs qu'ils influencent qu'on ira de l'avant, pas sans eux ou contre eux.

Je désire prendre contact avec la LCR

NOM

PRENOM

ADRESSE

PROFESSION

LIEU DE TRAVAIL

A retourner à « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

Rédaction-administration :

2, rue Richard-Lenoir

93 108 Montreuil

Tél : 808.00.80 à 84

Télex : PRENO A 211.628 F

Edité par la SPN

(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication :

Alain Bobbio

Numéro de la commission

paritaire :

46.722.

Imprimé par Rotographie

à Montreuil.

ABONNEMENT « ROUGE » VACANCES
BULLETIN D'ABONNEMENT
(envoyer le bulletin au service abonnement.)

TARIF : (encadrer le tarif choisi).

Chèques à l'ordre de « Rouge ».

Période	15 jours	1 mois	2 mois
France	30 F	56 F	80 F
Etranger	50 F	90 F	135 F

Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville :
Code :
Période du ... au

Après la reprise du travail

Arsenaux: Bourges sauvé par les vacances

Les travailleurs des arsenaux et des manufactures de l'Etat reprennent le travail après les négociations de vendredi dernier entre les fédérations syndicales et le ministre de la Défense. Les résultats de ses négociations sont si maigres qu'ils ont provoqué une vive colère des ouvriers dans les arsenaux les plus mobilisés. Le très fort pourcentage de votes pour la poursuite, au moment où le pays est entré en pleine période de vacances, témoigne de la profondeur de la combativité.

Lundi, les travailleurs de l' Arsenal de Brest se prononcèrent pour la reprise par 56 % contre 43 %. A Saint-Etienne, l'arrêt de la grève était votée à 58,60 % contre 42 %. 75 % des travailleurs d'Indret et 61 % de ceux des ateliers industriels de l'air de Clermont-Ferrand ont fait de même.

Les ouvriers des arsenaux de Toulon et de Cherbourg où la grève n'a jamais été illimitée se sont prononcés hier, et les résultats n'étaient pas encore connus en fin de matinée.

Par contre, à Lorient, un des points forts du mouvement, 56 % des grévistes se sont prononcés pour la poursuite de l'action, 41 % se prononçant contre. Un deuxième vote a donné 43,62 % pour la grève de 24 heures reconductibles, 2,43 % pour des 24 heures tournantes par secteurs, 1,88 % pour « diverses formes d'action », avec un fort pourcentage d'abstentions. La grève continuait donc, hier à Lorient, et un nouveau vote doit intervenir.

Comme à Brest, les ouvriers de Lorient ont fort mal pris l'appel des fédérations à reprendre le travail sur presque rien.

Ces mêmes fédérations syndicales commentent les résultats des votes : Pour FO, le fort courant de mécontentement qui se manifeste doit « donner à réfléchir au ministre ». Pour la CGT, « les scores obtenus aujourd'hui prouvent le mécontentement des travailleurs devant le contentieux revendicatif non encore apuré ».

La grève des arsenaux est, comme le dit un camarade de l'arsenal de Brest (voir ci-dessous), la première réaction sérieuse d'une corporation entière au plan Barre. Elle pose tous les problèmes de la lutte contre le plan d'austérité, lutte qui ne peut déboucher que par la coordination, l'unification, la généralisation à au moins plusieurs grands secteurs. Cette généralisation ne se fera pas sans volonté et préparation consciente. A l'évidence, ce n'est ni la volonté, ni la perspective des directions syndicales.

M. T.

● La grève continuait, hier, à Lorient

Un meeting houleux

Brest, de notre envoyé spécial.

Trois à quatre mille ouvriers s'étaient groupés, lundi, à 14 heures, devant la direction de l' Arsenal, pour le meeting où les syndicats s'approprièrent à annoncer les résultats du vote sur l'arrêt de la grève : 56 % pour la reprise du travail, 43 % pour continuer la grève.

Des assemblées générales s'étaient tenues le matin par ateliers. L'atmosphère était très lourde au meeting. Les responsables CGT et CFDT ont refilé à FO le bâton merdeux, c'est-à-dire le soin d'annoncer les résultats et de lire la déclaration intersyndicale. Quand le représentant de FO affirma que les travailleurs avaient obtenu quelque

chose, il fut interrompu par les lazzi, puis sa voix fut couverte par des cris : « Démission ! Démission ! ». Un rire énorme lui répondit quand il remercia les travailleurs, au nom de tous les syndicats, pour leur présence nombreuse dans les manifestations. Le reste de l'intervention intersyndicale ne fut guère écoutée. Les cris multiples dominaient dans l'assemblée.

A la fin du meeting, des groupes extrêmement nombreux se formèrent pour discuter, tandis que les directions syndicales s'éclipsaient. Les discussions durèrent ainsi plus d'une heure. Le plus souvent, c'est les tripes qui parlaient. Certains travailleurs affirmaient qu'ils avaient voté pour la continuation de la

grève sans y croire, dans le but de manifester leur volonté de lutte et leur mécontentement devant la conduite du conflit. Des réflexions étaient lancées : « Ce sont les permanents qui ont dirigé la grève. C'est pas ça qu'il fallait faire.

C'était notre grève ». L'idée des comités de grève, depuis longtemps popularisée par la « Taupes rouges », est sortie spontanément de nombreuses discussions. La réflexion va se poursuivre dans les jours qui viennent, quand la colère sera retombée. Mardi matin, les ouvriers de l' Arsenal de Brest ont « repris le maille », comme on dit en Bretagne. Pour sûr, le rendement n'est pas au rendez-vous de cette entreprise.

Michel Thomas



Brest le 19 juin. (Photo Gamma.)

« Aucune corporation ne peut vaincre seule le plan Barre »

Dans cette interview, Jean Gourmelen raconte à « Rouge » ce qu'il a expliqué à ses camarades de l'atelier des armes navales, lundi matin, à l'assemblée générale au cours de laquelle les travailleurs ont voté. Jean Gourmelen est un vieux militant CGT qui a vécu la grève de 1951 à Brest, et un vieux militant révolutionnaire. Il a été secrétaire de la section CGT de l'artillerie pendant 25 ans. Il a été poussé hors de la commission exécutive du syndicat CGT de

— J'ai d'abord expliqué la position du syndicat CGT, comme quoi il fallait arrêter le mouvement. Le résultat des négociations avec Bourges était là présent. C'était la concrétisation d'un rapport de forces entre les grévistes et Bourges. La question est de savoir si on pouvait modifier le rapport de forces en notre faveur. Si on ne le pouvait pas, il fallait rentrer. Pour le modifier en notre faveur, il fallait au moins l'extension à la Fonction publique. Or cela ne s'est pas produit et il y a les vacances. Auparavant la CGT avait parlé verbalement d'extension des luttes, en réunion restreinte.

Après, j'ai exposé ma position personnelle. J'ai rappelé que notre décret était mis à bas avant les élections, et qu'on n'avait rien fait à cette première attaque de Barre. Pourtant, nous étions dans une position plus forte que maintenant. Il faut dire aussi que beaucoup de camarades étaient d'accord avec les syndicats et qu'il fallait attendre

les élections. Nous avons été battus aux élections et notre position est bien plus difficile. Notre grève est le premier avertissement et la première résistance sérieuse d'une corporation au plan Barre. Il ne fallait pas compter que nous gagnions. J'ai expliqué depuis le début dans la section syndicale qu'on ne pouvait pas vaincre le plan Barre à nous seuls. C'était d'ailleurs la position de bien des militants de la CGT et de bien d'autres. Mais avec le coup de pied au cul que nous avons reçu, on ne pouvait pas rester sans réponse. Donc nous avons eu raison de faire la grève et les fédérations ont eu raison de pousser à la grève dans toute la corporation, mais avec une semaine de retard.

J'ai regretté que les confédérations CGT et CFDT ne donnent pas de ligne d'orientation actuellement, et ne parlent pas de l'extension des grèves de type 1968. La meilleure façon de s'exprimer, c'est de parler de grèves de type 1968. Sans généralisation des luttes, il n'y a aucune

l'arsenal à cause de son opposition au Programme commun. Il est sympathisant de la LCR. Il termine son interview en disant son désaccord avec la façon dont « Rouge » a rendu compte de la grève des arsenaux. La critique est dure, même si elle ne nous semble que partiellement justifiée. Le vote qui conclut la discussion de lundi matin dans son atelier a donné 84 pour la reprise et 96 pour la poursuite de la grève.

corporation qui puisse vaincre le plan Barre à elle seule.

C'est un défi que nous lançait le Barre et nous l'avons bien relevé. Maintenant, je ne pense pas qu'on pouvait aller plus loin sans extension des luttes. La situation devient intolérable pour la classe ouvrière et on peut prédire une extension des luttes après la rentrée prochaine. J'ai donc appelé les gars à voter pour la reprise, tout en restant mobilisés pendant tout l'été.

● Il y a eu discussion ?

— Après que chaque syndicat ait donné sa position, on a demandé aux camarades de poser toutes les questions et on les a mises sur le cahier. Il y a une inquiétude par rapport à l'opinion publique qui nous a largement soutenus. Comment se fait-il que des gens qui n'ont rien puissent reprendre comme ça sans rien dire ? Ça, les gars ne comprennent pas. Pour eux, c'était se dégonfler. C'est une inquiétude qui se comprend très bien. Les gars

ne comprennent pas qu'on puisse rentrer comme ça sans rien. Surtout les gars de la CFDT et les simples syndiqués. Les gars de la CGT avaient été avertis avant et ils ne se faisaient pas d'illusion. En fait, les ouvriers brestois ont relevé le défi, même quand ils pensaient que la victoire n'était pas possible.

● Tu critiques les articles de « Rouge » sur la grève des arsenaux.

— Nous avons formé une commission d'informations au départ de la grève, où tous les journaux étaient exposés. « Rouge » aussi. Et bien souvent, je n'ai pas amené « Rouge » parce que « Rouge » ne disait presque rien. « Rouge » ne nous a pas aidés parce qu'il fallait l'extension de la grève pour avoir au moins une satisfaction plus importante que celle que nous avons eue. J'estimais que « Rouge » était à côté de la plaque, et « Rouge », bien souvent, n'a pas été exposé à l'artillerie.

On vous dit tout

● La CGT chez Beullac

Pour la première fois depuis dix ans, une délégation de la CGT a été reçue par le ministre de l'Éducation. La CGT lui a soumis une série de « mesures d'urgence qui devraient trouver réponse dès la rentrée ». Elles concernent notamment la gratuité de la pension et des activités périscolaires pour les enfants de chômeurs, la gratuité complète des livres, des fournitures scolaires et des transports, l'aide spécifique aux familles en difficulté et aux travailleurs immigrés, la réduction des effectifs à 30 dans les classes maternelles et à 25 dans les classes élémentaires.

● Epilogue d'un internement arbitraire (communiqué du Groupe information asiles)

Le 28 juin 1978, la première chambre civile de la cour d'appel de Paris a annulé le jugement du 3 janvier 1978, qui avait décidé du maintien en internement de M. Mouloud Bouchaal, dans le service du Dr Sevestre de l'hôpital psychiatrique Esquirol de Saint-Maurice (Val-de-Marne).

Mouloud Bouchaal avait été interné le 24 septembre 1977 à la suite d'un conflit avec le propriétaire de son logement et certains voisins. Le préfet de police avait pris un arrêt de placement d'office, converti en placement volontaire le 18 novembre 1977.

● Accident du travail : un mort, trois blessés

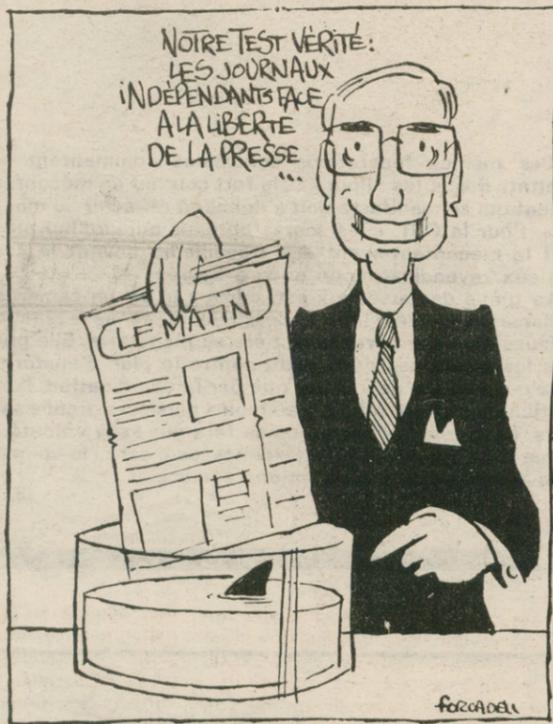
Hier matin, au « Bon Marché » de la rue du Bac, à Paris, un échafaudage s'est effondré. Parmi les quatre ouvriers qui travaillaient dessus, l'un d'eux est mort. Les trois autres sont blessés.

● Grève aux bibliothèques de Paris

Parce que 5 employés vacataires ont été licenciés, le personnel vacataire et certains titulaires des bibliothèques de la ville de Paris sont en grève depuis une semaine. L'audience demandée à Chirac a eu pour seule réponse l'envoi de flics, vendredi dernier, qui sont intervenus au service technique. Décidément, Chirac discute toujours de la même façon. La grève appuyée par la CGT et la CFDT continue.

La transmission par fac-similé

«Le Matin» joue Hersant



Claude Perdriel, dans « Le Matin » du lundi 3 juillet, a répondu aux accusations de « Libération » qui, vendredi dernier, avait affirmé que « Le Matin » s'apprêtait à abandonner le réseau des coopératives de fac-similés pour négocier un contrat directement avec le réseau Hersant. Cette réponse n'a pas satisfait « Libération » qui, hier matin, a répondu à son tour point par point aux explications embarrassées de Claude Perdriel.

De quoi s'agit-il ? Depuis plus d'un an, l'impression des quotidiens parisiens est assurée, dans certaines régions, par des imprimeries locales qui reçoivent la maquette des pages par un système de transmission par câbles : c'est le fac-similé. Cette révolution dans la presse a notamment été imposée par Hersant qui a mis en place son propre réseau (« France-Soir », « Le Figaro ») afin d'accélérer l'arrivée des quotidiens parisiens dans les villes de province éloignées de la capitale.

Pour « contrer » Hersant, les quotidiens parisiens ont mis en place des coopératives (COFAX, SEREFAX, FAXIMPRESS) pour gérer un système de transmission commun à toute la presse quotidienne du matin. Cela permettait d'éviter que chaque journal mette en place son propre système et d'abaisser sensiblement des coûts de fabrication gravement alourdis par le fac-similé. Jusqu'à présent, la transmission par câbles touchait trois régions (Marseille, Toulouse, Lyon) et, mis à part « France-Soir » et « le Figaro », l'ensemble de la presse parisienne était partie prenante des coopératives (1). « Rouge », on le sait, a dû abandonner récemment la transmission par fac-similé, pour raisons financières, mais reste membre de l'une des coopératives.

Ce qu'il y a de nouveau désormais, c'est que « Le Matin » abandonne en deux temps le réseau « coopératif » pour rejoindre le réseau Hersant. D'une part, Claude Perdriel a déjà signé un contrat avec le propriétaire du « Figaro » et de « France-Soir » pour être transmis à Nantes, avant même que les

coopératives des autres quotidiens ne mettent en place leur propre système, au début de 1979. D'autre part, « Le Matin » a annoncé sa démission des coopératives, à compter du 1^{er} octobre prochain, ce qui signifie qu'il ne sera plus transmis en fac-similé par le réseau coopératif. Et que, par conséquent, il ne lui restera qu'une solution : le réseau Hersant.

L'affaire en est là et Claude Perdriel, lundi matin, n'a pas démenti ces faits. Or, ces faits sont graves. Ils traduisent un abandon pur et simple de la lutte contre le monopole d'Hersant et de son fric sur la presse française. « Le Matin » justifie sa décision par des raisons financières. Pourtant, en abandonnant le système coopératif, non seulement il met dans une situation plus difficile les autres titres de la presse parisienne regroupés dans les coopératives, mais, en outre, il entérine l'impossibilité d'abaisser les coûts de fabrication en imposant, notamment, l'entrée de l'ensemble des titres — et notamment de « France-Soir » et du « Figaro » — dans le réseau coopératif.

La transmission par fac-similé devrait constituer, en effet, un service public. De même que les NMPP — conquête de la Libération — assurent pour tous les titres, et quel que soit leur chiffre de vente, une diffusion sur l'ensemble du territoire. Hersant a choisi sa propre voie. Perdriel est en train de le rejoindre. C'est un nouveau pan de la liberté de la presse qui risque de s'effondrer. A la grande joie d'Hersant.

Pierre Julien

(1) A l'exception du « Quotidien de Paris » qui avait choisi de ne pas « suivre » le fac-similé.

Malgré la faiblesse des propositions patronales

Moulinex : vers la reprise ?

● Après la CGT, la CFDT s'apprêtait, hier, à prôner la suspension de la grève

Hier matin, la situation dans les usines Moulinex était très confuse. Malgré le vote massif des travailleurs de l'usine de Cormelles-le-Royal pour la poursuite de la lutte, la situation de l'usine d'Alençon pesait fortement dans son issue. Il est clair que la direction de Moulinex l'a parfaitement compris et joue maintenant la carte du pourrissement. Pas de

négociations en vue dans l'immédiat si les ouvriers ne reprennent pas le travail ! Malgré l'arsenal juridique d'ordonnances d'expulsion dont elle dispose pour les usines d'Argentan, Mangers, Fresnay-sur-Sarthe, elle préfère laisser faire et parier sur la démoralisation des grévistes.

Caen, de notre envoyée spéciale.

Le renversement du rapport de forces au moment où celui-ci pouvait être très fort en faveur des grévistes (votes partout pour la poursuite de la grève, bavures et isolement politique de la direction de Moulinex, etc.) est analysé par la CFDT essentiellement par deux facteurs :

— la revendication transformée au cours de la lutte par l'intersyndicale CGT-CFDT-FO de l'usine d'Alençon : non plus 400 F pour tous, mais 400 F pour les plus bas salaires, excluant de fait les ouvriers professionnels, alors que ce sont eux qui avaient pourtant lancé le mouvement. Cela, les ouvriers d'Alençon l'ont pris de plein fouet. Les professionnels, écœurés, étaient les premiers à rentrer travailler lundi matin. Ceux des autres usines l'ont aussi ressenti vivement, mais peut-être de manière plus diffuse ;

— l'appel de la CGT, diffusé à la télévision vendredi soir, pour la reprise du travail. La CGT est de peu majoritaire à Alençon et présente aussi dans d'autres usines comme par exemple à Saint-Lô. La division syndicale, ainsi instaurée, a pesé sur l'unité des travailleurs dans la lutte.

Tout ceci explique bien pourquoi, lundi matin, les 400 grévistes isolés et minoritaires d'Alençon se trouvaient dépassés par la reprise massive du travail des autres ouvriers. Alors qu'à Cormelles-le-Royal, où le conflit a commencé dès le 25 avril, par des débrayages quotidiens et des discussions en profondeur avec tous les travailleurs, l'unité et la résolution des grévistes ne sont pas entamées.

Hier matin, cependant, les grévistes d'Alençon avaient pu reprendre un peu en main la situation, mais sans doute pour la journée seulement. A Argentan, l'occupation de l'usine continuait, ainsi qu'à

Fresnay-sur-Sarthe, Villaines-la-Juhel et Mangers, où cependant, dans cette dernière usine, la situation se dégrade de plus en plus. A Saint-Lô, le manque de pièces et l'appel à la grève se conjuguent pour cumuler chômage technique et mouvement de grève : moins de 200 ouvriers travaillaient hier matin.

La direction commence à appeler les ouvriers à rentrer travailler : elle convoquait hier après-midi, les ouvriers d'entretien de Cormelles-le-Royal. Chaque jour, les grévistes se massent devant les usines à l'heure d'ouverture. Mais ils étaient moins nombreux hier matin : 200 à Cormelles, par exemple. Au bout d'une heure ou deux, ils repartaient peu à peu. Que faire aux portes de l'usine ?

Le manque de perspectives pour la poursuite de l'action, pourtant votée, est dû à la CFDT qui ne cache pas qu'elle est un peu à la croisée des chemins. Le conflit s'effiloche. Il faut empêcher cela, mais

comment ? Guy Robert, responsable de l'union régionale CFDT, tout en affirmant qu'il se refuse à parler à la place des sections des usines en lutte, n'exclut pas la possibilité de « suspendre les formes de lutte actuelle pour envisager d'autres modes d'action », afin d'éviter une fin de grève dans la déroute. Les propositions patronales sont négligeables, mais peut-être vaut-il mieux cela qu'une défaite... Les sections CFDT de toutes les usines Moulinex de la région se réunissaient hier après-midi à Argentan pour en discuter. D'autre part, le tour de France est arrivé lundi soir à Caen : petite trêve dans le climat social pourtant chaud. Les ouvriers de Cormelles regrettaient de ne pas être allés manifester à cette occasion. Quant au conseil régional de Basse-Normandie, il était à peine troublé par la motion des grévistes de Cormelles. La lutte de Moulinex est en suspens.

Emilie Normann

Les visites des partis à l'Élysée

L'Espagne et l'Europe au centre des discussions

Visites élyséennes, deuxième acte : après Lecanuet et Chirac pour l'UDF, puis Chirac et Labbé pour le RPR, reçus hier en fin d'après-midi, c'est aujourd'hui Mitterrand et Defferre pour le PS, et Ballanger pour le PC qui se présenteront au perron de l'Élysée.

Ces consultations précèdent le sommet européen de Brême (6 et 7 juillet) et le sommet des sept pays industrialisés à Bonn (16 et 17 juillet).

Trois mois après les premières « visites », ces rencontres confirment la volonté de décripation de Giscard. Mais la machine politico-mondaine se grippe : des réserves ont été émises par Mitterrand et Ballanger, et le contentieux s'alourdit avec le RPR après les déclarations de Chirac défavorables à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

« Décripation », selon le vœu de Giscard ? Les nouvelles visites à l'Élysée se déroulent plutôt sous le signe des polémiques : Chirac a bien l'intention de réitérer son veto à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Mitterrand est « réservé » : il aurait préféré parler de la politique africaine que des questions monétaires européennes, déjà largement débattues, pour ne pas dire réglées, entre Giscard et Schmidt, lors de leur dîner à Hambourg du 23 juin. Le PC, qui délègue Ballanger, se donne une image de pourfendeur de protocole : Fiterman a indi-

qué dimanche : « Nous n'avons pas le goût pour les ronds de jambe et les bavardages mondains », ajoutant perfidement, après le baise-main Carillo-Anne-Aymonne : « Certains nous présenteront comme des sauvages... de l'autre côté des Pyrénées ».

L'objet officiel de ces entretiens est de parler des problèmes à l'ordre du jour des conférences, en particulier des questions monétaires : Giscard a déjà annoncé que la France ne rentrerait pas dans le « serpent » monétaire (cet accord en vertu duquel les devises européennes évoluent en

phase, chacune d'entre elles ne pouvant s'éloigner que de 2,25 % de la moyenne des parités). Mais il compte négocier une aide accrue de fonds de coopération monétaire européenne, juste « coup de pouce » de l'Europe au plan d'austérité français.

Le détail de ces mesures ne sera pas, on s'en doute, l'objet réel des entretiens de l'Élysée. C'est la construction européenne, et l'adhésion de l'Espagne au Marché commun qui sont au centre des discussions par lesquelles Giscard entend trouver un nouveau terrain d'entente avec le PS.

Du côté du RPR, c'est un refus catégorique : « Un désaccord peut difficilement être plus net » a-t-on pu lire dans « la Lettre de la nation ». Et lors d'un rassemblement à Castelnaudary, Chirac n'a ménagé ni son éloquence, ni sa démagogie à l'égard des viticulteurs menacés par l'adhésion de l'Espagne.

Au nom de l'intérêt national, Gaston Plissonnier, membre du bureau politique du PC, a déclaré de son côté que « si un tel projet était réalisé, il aurait des conséquences dé-

sastreuses pour la paysannerie française et pour l'équilibre économique de la France ». Et il a dénoncé le « nouveau terrain de convergence » entre le PS et Giscard sur cette question. A quoi « la Lettre de l'unité » a rétorqué qu'elle voyait pour sa part une convergence entre PC et RPR.

La fameuse redistribution des cartes de l'échiquier politique est-elle en train de se réaliser ? « Pas si vite ! », a dit le RPR. Pour décider de l'adhésion de l'Espagne, il faut plus qu'une « majorité d'idées ».

« Au titre de l'article 53 de la Constitution, les traités de commerce, les traités ou accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui engagent les finances de l'Etat ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi ». A moins, ajoute le RPR, que le président ne recoure au référendum. Mais, dans ce cas, encore, « il faudrait trouver une majorité ». Double verrou, lié à la forme actuelle des institutions héritées du gaullisme.

Madeleine Verdi

Italie : six partis en quête d'un président



Giovanni Amendola, candidat du PCI. (AFP.)

Après le 8^e tour de scrutin, l'Italie était toujours sans président. Après plusieurs votes sur des « candidats porte-drapeaux » de chaque parti, on en était de nouveau au point mort, les discussions de coulisses n'ayant encore pas permis d'accord entre les forces politiques.

Après l'annonce de la candidature du socialiste Pertini, qui pourrait rassembler les voix du PSI, du PCI, du PDUP et des petits partis laïcs et donc obtenir une majorité, le PCI s'est empressé de proposer une rencontre entre tous les partis pour amener la DC à se rallier à un candidat commun et éviter ainsi la « coupure » qu'il redoute tant dans le pays.

Cette difficulté à trouver un président — et ce, malgré le rôle limité du président de la République en Italie, révèle de façon symbolique la grande faiblesse de la direction bourgeoise italienne, incapable d'imposer une nouvelle forme de domination et qui ne se maintient en place que grâce au soutien actif du PSI et surtout du PCI.

La récente remontée électorale de la DC, sur la vague de l'émotion suscitée par la mort de Moro, reflète en effet plus les carences et la politique criminelle de division des partis ouvriers qu'un renforcement substantiel de la Démocratie-chrétienne s'opérant sur un projet politique propre. On le voit clairement dans ces élections présidentielles. Laisant tomber son candidat porte-drapeau Gonella après le troisième tour de scrutin, le principal parti bourgeois italien s'est ensuite abstenu dans les autres scrutins ! Elle ne voulait pas mettre en avant son secrétaire Zaccagnini qui serait à coup sûr minoritaire, la discréditant encore plus.

C'est que le « jeu politique » italien ne peut s'opérer indé-

pendamment des rapports de forces entre les classes tels qu'ils existent dans le pays. Et c'est ce qui explique les hésitations du PCI qui est, certes, décidé à trouver un candidat d'unité nationale avec la DC, mais serait contraint de voter pour le candidat socialiste si celui-ci se maintenait, vu le mécontentement qui gronde à sa base face à sa politique de compromission. Quant au PSI qui maintient avec acharnement depuis le départ l'idée d'un candidat de son parti, il a bien précisé, par la voix de Partini qu'il doit s'agir « d'une candidature d'unité nationale, regroupant l'ensemble des partis démocratiques ».

On a ainsi le tableau absurde suivant : le principal bourgeois s'abstient, un candidat unique des partis de gauche existe qui peut mathématiquement obtenir la majorité, mais le PSI et le PCI veulent absolument un candidat d'unité nationale avec la DC.

Le PCI a donc immédiatement proposé une réunion au sommet entre les partis de l'arc constitutionnel mardi soir, afin de tenter une fois encore de trouver un candidat commun, en s'appuyant sur le fait que la DC a laissé entendre qu'elle pouvait être disposée à accepter un candidat « laïc » (libéral, social-démocrate ou républicain). Les négociations de coulisse repartent donc, illustrant de façon éclatante les magouilles parlementaires que le PCI présente comme la panacée de la « démocratie » et du « socialisme ».

Anna Libera

La manifestation pour la paix à Jérusalem

De notre correspondant à Jérusalem.

Une voiture sur quatre porte sur sa vitre arrière un auto-collant qui affirme « la paix vaut mieux qu'un grand Israël ». Plus personne ne peut le nier : le mouvement de la paix, lancé il y a un peu plus de trois mois, a réussi à gagner une réelle audience de masse.

Que veulent ces dizaines de milliers d'Israéliens qui, pour la première fois, sont prêts à se mobiliser ouvertement contre la politique belligérante de leurs dirigeants, qu'est-ce qui les fait agir et qui sont-ils ?

Un premier coup d'œil sur les participants au teach-in face à la Knesset et qui mettaient fin à la manifestation de Jérusalem permet d'affirmer que si toutes les classes d'âge sont représentées, les jeunes en fournissent la grande majorité. Mais il ne s'agit pas de n'importe quels jeunes : seulement ceux-là que l'idéologie d'Israël appelle les kibboutznikim, des étudiants et des enfants de bonne famille des quartiers résidentiels de Jérusalem et de la banlieue nord de Tel Aviv. On ne voit que très peu de Juifs orientaux des villes d'immigrants et des quartiers populaires. Une deuxième constatation : les vétérans des manifestations contre l'occupation, les militants des organisations sionistes de gauche ne représentent qu'une infime minorité. A côté des députés modérés, Meir Païl et Shoulamit Aloni, des militants du Shéli, des militantes féministes révolutionnaires, ce sont des milliers de personnes pour qui cette manifestation est la première activité militante de leur vie. « J'ai rencontré ici plus d'une demi-douzaine de copines de classe que je n'aurais jamais pensé rencontrer à une manifestation politique », me dit Assia, une étudiante de l'université de Tel Aviv, qui fait ici figure d'ancienne. C'est sa troisième manifestation... Ses copines de lycée sont maintenant pour la plupart mariées à des médecins, des avocats et autres professions libérales et reflètent assez fidèlement l'origine sociale des manifestants. Nous les avons interrogées. Shoula : « Le choix est simple, après l'initiative de Sadate : ou faire des concessions en échange d'un traité de paix avec l'Egypte pour le moins, ou une guerre qui sera terrible. » Et Deborah ajoute : « Mon mari n'est pas prêt à mourir pour Yamit (1). » L'espoir suscité par l'initiative de Sadate et la peur d'une prochaine guerre sont des éléments que l'on retrouve dans

tous les discours des dirigeants du mouvement. Si certains d'entre eux sont proches du Parti travailliste (Mapai), rien ne permet de dire qu'ils sont manipulés par un quelconque parti politique.

Bien au contraire, la plupart manifestent une défiance toute légitime à l'égard des formations officielles. Eitan, lieutenant de réserve et étudiant au Technion de Haïga, nous explique : « Après la guerre d'Octobre, j'ai participé au mouvement de protestation. Comme beaucoup d'autres, j'ai voté pour le Dash qui promettait un changement radical de toute la vie politique. Dash est aujourd'hui au gouvernement et cautionne la politique de Bégin pour pouvoir préserver ses portefeuilles ministériels. Cette fois-ci, on ne m'aura plus, tous les partis sont corrompus ou le deviennent ; c'est dans la rue qu'on obtiendra ce qu'on exige. » Et qu'exigent-ils ? « Que Bégin soit prêt à faire des concessions ou qu'il démissionne. » Cette formule est devenue le slogan central des manifestations du mouvement pour la paix.

On a beaucoup comparé le mouvement pour la paix aux mouvements qui sont apparus après la guerre d'Octobre 1973. Ils ont en commun une volonté diffuse du changement et le rôle d'animateur que joue un groupe relativement important d'officiers subalternes de réserve. Un élément distingue ces deux mouvements de deux périodes différentes, et permet de marquer l'évolution que représente le mouvement en cours. Contrairement à 1974, les manifestants d'aujourd'hui ne parlent pas des lacunes dans la façon dont la guerre a été menée mais exigent au contraire quelque chose de concret même s'ils ne savent pas exactement comment et à quel prix, c'est-à-dire la paix. Ce choix les mène pour la première fois à accuser leur propre gouvernement, et non plus les Etats arabes, d'être



Une manifestation pour la paix à Tel-Aviv le 1^{er} avril 1978. (Photo Gamma.)

responsable de la guerre qui s'annonce. L'apparition d'un mouvement de masse, qui, même s'il est minoritaire, assure ouvertement que la prochaine guerre verra Bégin et le gouvernement israélien en porter la responsabilité est un phénomène radicalement nouveau, dont Sadate peut se vanter d'être à l'origine.

Le double sentiment du prix exorbitant de la prochaine guerre et d'une occasion réelle de paix, même si elle n'est que provisoire, donne au mouvement de la paix une crédibilité que n'a jamais eue aucun mouvement extraparlémentaire en Israël. Cette crédibilité est une condition nécessaire pour gagner les masses capables de faire céder le gouvernement. Mais elle ne saurait être suffisante : « La majorité du peuple craint encore la paix au moins autant que la guerre, nous dit avec étonnement un des animateurs du mouvement à Jérusalem, et la question est comment gagner cette majorité à notre pari pour la paix. » Un tel objectif exige un plan de paix capable d'être accepté par des dirigeants arabes ou au moins par le président Sadate. Or, une brève enquête au cours de la manifestation démontre que si tout le monde ici est prêt à se mobiliser contre l'intransigeance du gouvernement actuel, rares sont ceux qui sont prêts à accepter une formule politique comprenant entre autres le retrait de l'ensemble des territoires occupés en juin 1967 et à plus forte raison l'idée d'un Etat palestinien indépendant. En

fait, pour la plupart des animateurs du mouvement l'objectif de manifestations est plus Washington que toute autre chose. Comme le disait l'un d'entre eux dans les discours de clôture de la manifestation à Tel Aviv : « Nous ne voulons pas de guerre avec le front américain et à plus forte raison, une guerre avec deux fronts. » Retrouver les rapports harmonieux avec l'impérialisme américain et espérer que Carter parviendra à faire céder davantage Sadate, telle est la ligne politique la plus cohérente qui se dessine à la tête du mouvement pour la paix.

C'est très peu pour espérer réaliser cet immense espoir de paix que Sadate avait réussi à allumer dans le cœur de la population israélienne. Et c'est certainement insuffisant pour parvenir à gagner la majorité des masses juives d'Israël, à une bataille politique contre le gouvernement Bégin qui s'annonce très longue et très dure. Mais pour la première fois la brèche est ouverte dans l'union sacrée qui a toujours fait la force de l'Etat juif et ce ne seront pas les discours mystiques de Bégin ou les menaces grossières du ministre des Finances, Simha Ehrlich, qui parviendront à la colmater. Ce serait au mouvement national palestinien avant tout de savoir l'exploiter afin de l'élargir pour s'y engouffrer ensuite.

Michel Warshawsky

(1) Yamit, ville construite par les Israéliens sur les territoires égyptiens occupés après juin 1967.

Après l'attentat contre l'ancien dirigeant de l'ETA Grève générale en Gulpuzcoa

La « Triple A », organisation d'extrême droite, a revendiqué hier l'attentat contre Juan José Echave, ancien chef historique de l'ETA, commis lundi à Saint-Juan-de-Luz. La femme de Echave a été tuée sur le coup et le militant basque est grièvement blessé.

Dès l'annonce de cet attentat lundi après-midi, les usines de Mondragon et de leurs villes natales Geigara et Onate entraient en grève. En fin d'après-midi, plus de 5 000 per-

sonnes manifestaient à Mondragon, ce qui représente la plus importante manifestation dans cette petite ville depuis des années.

Mardi une grève générale était déclarée dans la région de Alto Deba en Guipuzcoa. Cette grève était appelée y compris par le Parti nationaliste basque, le PSOE et le PCE. Mardi soir des rassemblements étaient organisés à Bilbao, Vitoria et Pamplune.

et pourtant elle tourne

● Un contestataire est-allemand arrêté

Les services de sécurité de la RDA ont appréhendé de 24 juin le contestataire est-allemand Ralf Schmidt, dessinateur d'affiches, selon le comité ouest-berlinois de défense des droits de l'homme.

Ralf Schmidt a depuis des mois adressé en vain aux autorités une douzaine de mandats d'émigration en RFA. Auparavant il avait été licencié de son emploi pour avoir refusé d'apposer un portrait de M. Erich Honecker, chef de l'Etat et du PC est-allemand, dans le hall de la maison des industries électriques à Berlin-Est. Il avait récemment

adressé au quotidien ouest-allemand « Frankfurter Allgemeine Zeitung » une lettre dans laquelle il approuvait la révolte ouvrière du 17 juin 1953 en Allemagne de l'Est et se plaignait de « l'oppression actuelle en RDA ».

● Une police autochtone au Pays basque

Le Pays basque espagnol sera doté d'une police autochtone, a-t-il été décidé à l'issue de la commission mixte qui réunit des représentants

du gouvernement espagnol et des membres du Conseil général basque (gouvernement provisoire). Cette mesure constituait l'une des conditions sine qua non posée par l'organisation séparatiste basque ETA pour l'abandon de la lutte armée. La création d'une police basque fera l'objet d'un décret-loi qui sera approuvé lors du prochain conseil des ministres.

● Procès d'une dissidente géorgienne

Le procès de Valentine Poliadze, dissidente géorgienne, membre du groupe de sur-

veillance des accords d'Helsinki, s'est ouvert le 30 juin à Tbilissi, a-t-il été annoncé à Moscou de source dissidente. Arrêtée le 20 novembre dernier, elle est jugée pour « calomnie antisoviétique » et « élucubrations notoires fausses contre le régime politique et social soviétique ». Valentine Poliadze, âgée de 52 ans, mère de trois enfants, militait également pour la défense des croyants en URSS. Elle est le quatorzième membre d'un groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki à être jugée en URSS depuis la signature de l'acte finale en août 1975 et la quatrième parmi les membres de Géorgie.

les doigts dans la tête

CADRE DE VIE

« Les travailleurs ont deux fonctions : l'une de production dans les entreprises, l'autre de consommation et d'usage sur le cadre de vie, et le capitalisme étend son exploitation de l'usine au quartier. » Cette réflexion est tirée du livre de Louis Caul-Futy et Michel Louis, secrétaires nationaux de la Confédération syndicale du cadre de vie, intitulé : « Ça bouge dans les quartiers » paru récemment aux éditions Syros. Responsable d'un syndicalisme de type nouveau, Michel Louis a bien voulu nous livrer ses analyses concernant ces luttes sur le « cadre de vie » si souvent ignorées par les syndicats ouvriers.

• La Confédération syndicale du cadre de vie a succédé aux Associations populaires familiales. Quel est la conception du cadre de vie que cela exprime ?

— Auparavant, nous étions une organisation à base familiale par notre appellation. Dans les faits, nous ne l'étions plus depuis un bon moment. Mais, il ne faut pas trop juger sur des étiquettes. Nous continuons à fonctionner de la même façon que par le passé. Nous avons simplement modifié notre sigle et nos statuts. Nous avons fait du dépoussiérage : il est normal que l'on « s'actualise ».

Nous nous sommes transformés en entreprenant une réflexion théorique un peu plus poussée. Et nous nous sommes interrogés : dans quel type d'organisation nous

cela regroupe tout ce qui n'est pas le secteur « entreprises ». Notre syndicalisme est donc un syndicalisme « hors entreprise ». Le cadre de vie, c'est là où l'on mange, vit, se loge, va à l'école, se soigne, se transporte. Cette appellation a donc un sens très large.

Nous avons 5 ou 6 grands secteurs. Le secteur consommation-niveau de vie qui s'occupe des problèmes de prix, de qualité des produits, colorants, de services publics (SNCF, PTT, RATP) : en fait, c'est notre secteur économique. Il y a également un sec-

— Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui préconisent une action strictement « habitat » comme la Confédération nationale du logement (CNL) ou la Confédération générale du logement (CGL) ou une action typiquement « consommateur » comme l'Union fédérale des consommateurs (UFC). Pourquoi ?

Parce qu'elles « parcellisent ». Nous interpellons dans notre livre les militants syndicaux ou politiques au nom de la cohérence de l'analyse. Car toutes ces associations n'abor-

une organisation combattait pour des améliorations de salaires et s'arrêtaient à ce stade.

Peux-tu présenter ce livre ? Quelle place occupe-t-il dans le combat théorique de la CSCV ?

— Il n'est pas d'une grande valeur littéraire. Ce n'est pas l'objet. Nous avons voulu expliquer notre histoire, d'où nous venions. C'est expliqué un peu en raccourci, mais je pense que c'est suffisant. Nous exposons également les

puissent militer dans des organisations « parcellaires » comme la CNL pour ne citer qu'elle. Elle n'a aucune analyse de classe et se refuse à en faire : elle n'a aucune base idéologique et ne fait pas avancer la conscience des gens.

En tant que secrétaire national, je pense que nous devrions aller plus loin dans l'organisation. Le pas que nous venons de franchir est déjà important, mais il faudra réfléchir au problème suivant : si nous existons, c'est parce qu'il y a un manque. En fait, notre propre organisation ne devrait pas exister. Il ne devrait y avoir qu'une seule organisation syndicale se préoccupant des problèmes de l'entreprise comme ceux du quartier. Parce que, ce qui est en jeu, c'est tout de même la globalité de vie des travailleurs. Pourquoi existons-nous ? Parce que le syndicat professionnel s'est développé là où l'oppression est la plus forte, l'entreprise. C'est la réalité quotidienne. Cela explique pourquoi le cadre de vie a été tant négligé. Aujourd'hui, nos organisations existent et elles sont nécessaires, mais quel doit être l'avenir ? Nous n'étions pas d'accord avec Louis Caul-Futy sur ce futur, c'est pourquoi, à la fin du livre, nous nous contentons de poser des questions.

(Propos recueillis par J.-M. Dumont)

« Il ne devrait y avoir qu'un syndicat se préoccupant du quartier comme de l'entreprise », nous déclare Michel Louis, secrétaire national de la Confédération syndicale du cadre de vie.

plaçons-nous ? Qu'est-ce qui motive notre action syndicale ? Est-ce le fait d'être en famille ou est-ce le fait d'être un travailleur exploité sur un terrain particulier, celui des quartiers ? La réponse a été nette et massive : nous avons retenu la deuxième « solution » Cela a illustré notre transformation. Nous avons choisi l'appellation « cadre de vie » parce que cela recouvrait mieux ce que l'on était. Et

teur logement-habitat qui concerne les problèmes d'urbanisme et de logement. Il y a le secteur santé-action sociale qui recouvre la lutte pour l'avortement et la contraception. Il y a le secteur école-formation.

• Quel jugement, la CSCV porte-t-elle sur des organisations comme la CNL ou l'UFC ?

dent pas forcément les problèmes de façon globale et complète du point de vue de la lutte des travailleurs. La lutte dans le domaine de l'habitat par exemple peut recouvrir une lutte sur la santé. On ne peut pas découper en tranches ce combat. Or, une organisation que nous qualifions de « parcellaire » ne va pas très loin dans la remise en cause de la société. C'est comme si dans l'entreprise,

motivations qui nous ont poussés à nous transformer. Nous avons tenté de fournir nos fondements théoriques, idéologiques. Avec les interrogations qu'ils contiennent, en particulier pour les militants politiques ou syndicaux, qui semblent parfois plus radicaux comme les militants d'extrême gauche. Je pense à ce propos qu'il est tout à fait incompréhensible que ces militants, pourtant conscients,

TRIBUNE

La condamnation de Rudolf Bahro à huit ans d'emprisonnement pour « espionnage » continue à susciter de nombreuses protestations. On lira ci-dessous la tribune d'une militante du Comité Bahro de Paris.

La condamnation de Rudolf Bahro, le théoricien marxiste éminent qui a poussé le plus avant l'analyse théorique du modèle soviétique imposé par en haut en Allemagne de l'Est et développé courageusement une alternative théorique et politique, est un acte de barbarie et de cynisme étatique.

En prenant cette mesure, le régime se juge lui-même et montre son extrême faiblesse morale, théorique et politique. Au moment où les leaders de la RDA s'efforcent d'établir de meilleures relations avec la RFA, surtout dans le domaine économique, nous observons un durcissement politique dans le pays.

Les autorités est-allemandes ont installé à la frontière avec la RFA des mitrailleuses automatiques qui tuent de manière très cruelle quiconque tente de franchir les barrières. Le régime prive en outre ses prisonniers politiques de leur citoyenneté en les exilant vers la RFA en échange de Deutschmarks. Nous condamnons avec Amnesty International et le Comité contre la répression dans les deux Etats allemands de Francfort la pratique du marchandage des prisonniers politiques

et les chantages qui ont pour but de les pousser à « volontairement » demander à émigrer en RFA.

Le groupe de l'écrivain Jürgen Fuchs a subi ce chantage. La RFA, tous les témoignages concordent là-dessus, est pour les prisonniers politiques de RDA le contraire d'une

Nous pensons que Rudolf Bahro a refusé de demander lui-même la liberté au prix de l'exil. Il semble qu'il soit resté ferme et, pour le briser, ses bourreaux ont choisi de le condamner. Il risque, après avoir purgé sa peine, d'être expulsé de force vers la RFA.

Lors du meeting du 31 mai dernier, tenu à la Mutualité, pour la libération de Bahro, Jürgen Fuchs a condamné en termes très vifs l'offre faite à Bahro d'émigrer par les

tion ait un rapport avec celle du physicien Youri Orlov en URSS. Aussi bien en URSS qu'en RDA, nous observons ces dernières années une influence croissante de l'armée et de la police politique sur la vie quotidienne et publique. Dans les deux pays, les chefs de l'armée et de la police politique sont devenus membres du bureau politique du parti.

C'est au détriment des solutions politiques que l'armée et la police politique imposent leurs solutions. La police politique de RDA est, en outre, à tous les échelons, infiltrée ou surveillée par les « conseillers » soviétiques. Il faut maintenant observer avec beaucoup de vigilance si ces derniers parviendront à faire employer en RDA le système de traitement psychiatrique des opposants appliqué en URSS.

Le poète est-allemand Reiner Kunze, qui vit en exil en RFA, a décrit dans son livre « les Années merveilleuses » le sort de deux jeunes gens dont un est mort en prison dans des conditions mystérieuses après avoir tenté de s'enfuir en RFA et l'autre a de justesse échappé à un traitement psychiatrique.

La condamnation de Rudolf Bahro est aussi pour nous l'occasion d'alerter l'opinion publique sur les pratiques de la police secrète est-allemande : c'est au nom du socialisme que cette police a monté au Yémen du

Sud un système de camps de concentration où l'on torture de manière semblable au fascisme nazi.

Rudolf Bahro a donné avec son livre « l'Alternative » un instrument précieux pour comprendre la réalité de l'impérialisme soviétique. Ce livre va bientôt paraître en France. Mettons cette occasion à

profit pour déclencher une vaste campagne de solidarité avec le combattant courageux pour un socialisme à visage humain en RDA et dans les autres pays de l'Est.

Brigitte M., militante du Comité parisien pour la libération de Rudolf Bahro

Un régime qui vit à l'ombre des mitrailleuses automatiques

nouvelle patrie. Une fois arrivés en Occident, les prisonniers politiques est-allemands se trouvent très vite confrontés à d'énormes difficultés à s'intégrer et à s'exprimer, souvent, ils sont neutralisés politiquement.

On peut supposer que les dirigeants de RDA savent qu'ils peuvent donc actuellement perpétuer sans risque cette pratique honteuse du marchandage des hommes.

fonctionnaires du ministère dit « de la Sécurité d'Etat ». Bahro a, pour le moment, déjoué leurs calculs en restant fidèle à la conception d'une implication politique est-allemande en RDA et non en RFA. Robert Haveman partage la même conception.

La condamnation de Bahro confirme ses propres analyses théoriques et politiques. Il semble, en effet, que sa condamna-

un dissident marxiste en prison en r.d.a.

LE SCANDALE RUDOLF BAHRO



éditions la brèche

A lire, à diffuser, à faire lire : « le Scandale Bahro », aux éditions de la Brèche (99, rue de l'Ouest, 75014 Paris).

Vague de procès, rumeurs d'expulsion... Les résidents des foyers Sonacotra en grève des loyers depuis près de trois ans sont confrontés, à la veille des vacances, à une offensive gouvernementale sans précédent. Stoléro l'a affirmé publiquement : il entend mettre fin à « l'agitation » dans les foyers d'ici octobre prochain. Par tous les moyens.

Pour riposter à ces menaces, pour protester contre une nouvelle augmentation de leurs loyers de 6,5 % effectuée le 1^{er} juillet, le Comité de coordination et les résidents en lutte organisent une manifestation nationale samedi à Paris.

La liste est impressionnante. Le 4 juillet, certains comparaissent devant le tribunal d'Elancourt. Le 5, d'autres devant le tribunal de Sannois. Le 7, d'autres encore devant les tribunaux d'Ivry et de Sainte-Geneviève-des-Bois. Le 10, devant le tribunal de Lagny. Le 11, devant le tribunal de Putaux. Le 12 enfin, devant le tribunal de Montreuil.

Ce parcours judiciaire, en forme de course d'obstacles, concerne 86 résidents de 19 foyers Sonacotra de la région parisienne. Pour la plupart des délégués du Comité de coordination, la structure qui coordonne la grève des loyers. La

direction de la Sonacotra, fidèle aux instructions ministérielles, a décidé de leur réclamer les arriérés de loyer non payés. Une note qui, suivant les cas, va de 2 000 F à plus d'un million d'anciens francs ! Et l'assignation demande non seulement le paiement des arriérés, mais, en cas de refus, réclame la possibilité de séquestrer les objets personnels et d'exclure du foyer le récalcitrant...

Cette vague de procès, c'est aujourd'hui le signe le plus visible de l'offensive gouvernementale contre les résidents en grève. Mais la campagne vient de plus loin. Elle n'a rien d'improvisé.

Un climat de violence ?

Le 6 décembre dernier, Stoléro expédiait ainsi une lettre à son collègue du ministère de l'Intérieur dénuée d'ambiguïtés. « L'ambiance dans les foyers est actuellement mauvaise et tend à se dégrader, écrivait-il. Les refus collectifs de paiement dans les foyers de la Sonacotra en sont à la fois une cause et une conséquence. Des procédures sont actuellement en cours pour recouvrer les redevances. Mais aux problèmes économiques s'ajoutent de plus en plus des problèmes de violence. Les directeurs de foyer et leur famille qui vivent dans les foyers sont souvent menacés et même agressés (...). L'instauration d'un climat de violence est inadmissible (...). J'ajoute que le Comité de coordination des foyers Sonacotra semble contribuer à ce climat de violence (...). »

« Un climat de violence ? s'étrangle un membre du comité de coordination. Mais qui crée cette violence et qui

en est victime ? Qu'il nous montre les certificats d'agressions ou d'arrêts de travail des directeurs ou des gérants ! » Par contre, le comité ne compte plus les attentats dont ont été victimes les foyers et leurs habitants :

soixante coups de feu une nuit contre le foyer de Nice, le foyer de Strasbourg plastiqué, un résident attaqué par un commando à Argenteuil et hospitalisé, un résident « suicidé » au foyer Sonacotra de Bagnolet...

Il n'empêche. Ces derniers mois, Stoléro a pu bénéficier des colonnes de nombreux quotidiens ou hebdomadaires pour expliquer la nécessité d'une politique de fermeté — en termes ministériels, cela se traduit par « une politique de courage et de vérité » — vis-à-vis de quelques troubles qui mettent en danger, rien de moins, « toute la politique sociale en faveur des familles étrangères ».

110 foyers touchés

Une poignée de meneurs, les grévistes de la Sonacotra ? En fait, jamais le mouvement n'a été si fort. Il suffit pour s'en convaincre de se référer à un document officiel du secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés, paru le mois dernier. « Une situation tout à fait anormale règne actuellement dans un grand nombre de foyers de travailleurs migrants, note-t-il. Près de 20 000 résidents, dans un parc de 160 000 lits refusent de payer leurs redevances, certains depuis près de trois ans. » Et le fonctionnaire scrupuleux qui a rédigé ce bilan précise un peu plus loin :

« Le nombre des foyers touchés est passé de 14 au début de septembre 1975 à 53 au 1^{er} mars 1976 pour revenir à 11 le 1^{er} juin de la même année.

Mais le conflit s'est de nouveau étendu, principalement à

partir du second semestre 1977, après qu'une augmentation de 6,5 % ait été appliquée aux tarifs des foyers. »

« Etendu », c'est le moins qu'on puisse dire. La grève touche aujourd'hui, totalement ou partiellement, 110 des 280 foyers gérés par la Sonacotra...

Partout les mêmes revendications : principalement, une baisse des redevances de 100 F, la suppression des gérants racistes — dont certains, anciens d'« Indo » ou d'Algérie, affectionnent de se promener en battle-dress ou avec un chien en laisse — et l'obtention du statut de locataire.

Cette dernière revendication, c'est peut-être le nœud du conflit de la Sonacotra, celle qui résume le mieux la situation faite aux travailleurs immigrés dans les foyers.

Menaces sur les foyers Sonacotra

• Les résidents organisent une manifestation à Paris, samedi, pour protester contre une nouvelle augmentation, mais surtout pour riposter à l'offensive Stoléro : vague de procès, rumeur d'expulsions...

Etre reconnu comme locataires

Quoi de plus banal, de plus anodin que d'exiger que le prix payé pour une chambre soit considéré comme un loyer ? La Sonacotra pourtant s'y refuse. Elle a baptisé la redevance des résidents « rémunération d'une prestation de service », dans laquelle le loyer à proprement parler ne représenterait que 40 %, le reste correspondant aux charges locatives, aux frais de gestion du foyer ou aux frais d'animation. « L'animateur, c'est sans doute ce gardien qui, dans un foyer de la banlieue, s'exerce au tir dans la salle de télévision », ironise un résident...

Simple querelle de mots ? Non, l'exigence d'être reconnus comme locataires a, pour les travailleurs des foyers Sonacotra, des incidences concrètes, quotidiennes.

C'est, par exemple, voir sa chambre légalement reconnue comme un domicile privé, donc inviolable. « Aujourd'hui, dans n'importe quel foyer, le gérant entre et sort de ta chambre comme il veut. Il fouille, il vérifie, il fouine. Tu ne lui plais pas ? Un beau jour, tu retrouves la serrure changée et tes affaires entassées dans le couloir. » Dans la cité Sonacotra voisine du chantier de Paluel en Norman-

die, où plusieurs centaines de travailleurs étaient en grève récemment, le système est encore plus simple. « Quand tu perds ta place sur le chantier, tu perds ta chambre dans la cité. C'est pourtant pas le patron qui la paye cette chambre... »

Etre reconnu comme locataire, c'est aussi avoir enfin la possibilité d'un minimum de contrôle sur l'évolution de la redevance mensuelle.

« Jamais, il n'a été possible d'avoir un compte exact du budget Sonacotra. Tout est de la pure fantaisie ou de l'arbitraire. » M^{re} Bourguet, avocat du comité de coordination, brandit une photocopie. Il s'agit du décompte effectué par la direction de la gérance de la Sonacotra, ainsi qu'en témoigne l'en-tête, des arriérés de loyer de l'un des résidents du foyer de Montreuil qui doit passer en procès le 12 juillet prochain. Bizarre décompte.

De septembre 1975 à décembre 1975, le prix de la journée est fixé à 11,20 F ; de janvier à septembre 1976 à 10,70 F et d'octobre 1976 à mai 1978, à 10,50 F. En deux ans, la redevance quotidienne a miraculeusement diminué de cinquante, puis soixante-dix centimes...

Dans les faits, elle n'a bien entendu jamais cessé d'augmenter. C'est même ce qui a motivé une contre-attaque des résidents dans la véritable guérilla juridique qu'ils livrent à la Sonacotra depuis trois ans. Puisque celle-ci s'obstinait à considérer la redevance comme la « rémunération d'une prestation de service », ils ont tenté de la prendre à son propre piège. Les prix des prestations de service étant bloqués depuis 1972, sans dérogation expresse que la Sonacotra n'avait pas sollicitée, le comité de coordination lui a intenté, du fait des nombreuses hausses malgré tout prati-

quées, un procès pour pratiques de prix illicites. L'affaire n'a jamais été jugée au fond...

Quelques mois plus tard, en effet, un juge rendait une ordonnance de non-lieu. Appel des résidents. A la fin de l'année dernière, la cour d'appel de Paris confirmait le non-lieu. Avec des attendus... inattendus. « La Sonacotra n'est pas coupable, estimaient-ils en substance, parce qu'elle... ignorait qu'elle ne respectait pas la loi. » Une acrobatie juridique à laquelle la présence, au sein du conseil d'administration de la Sonacotra, de représentants du gouvernement et du grand patronat est évidemment totalement étrangère.

L'inconnue du 8 juillet

C'est dire pourtant qu'à la veille d'une vague de procès comme il n'en ont encore jamais affrontés, les grévistes de la Sonacotra ne font que modérément confiance à la justice. Ils préfèrent — comme ils l'ont constamment fait tout au long de leur lutte — compter sur la solidarité effective de tous les travailleurs qu'ils soient immigrés ou français. Un pas important a été franchi avec l'entrée en lutte, sur les mêmes revendications, d'au moins une dizaine de foyers dépendants d'autres organismes gestionnaires, tels les foyers ADEF ou AFTAM. Les grévistes discutent actuelle-

ment de la mise en place d'une coordination nationale.

Reste l'inconnue du 8 juillet. Les grandes organisations politiques et syndicales françaises seront-elles présentes dans la rue ? Les résidents de la Sonacotra savent pourquoi compter sur la plupart des organisations d'extrême gauche. Mais CGT et CFDT, PC et PS ont toujours été absents... quand ils n'étaient pas hostiles.

« Faudra-t-il qu'il y ait des expulsions pour qu'on ait droit à la solidarité ? » s'insurge un membre du Comité de coordination.

Les expulsions, ils connaissent. Un matin d'avril 1976, vers six heures, les flics investissaient une dizaine de foyers de la région parisienne. Coups de botte dans les portes, injures, vêtements jetés à la volée, station à genoux dans les couloirs, sortie mains sur la tête. Dans la journée, dix-huit délégués étaient expulsés en procédure d'urgence. Une longue bataille a permis d'en faire revenir seize, un Portugais et un Algérien du foyer de Champigny étant toujours interdits de séjour.

Plus d'une dizaine de ceux qui sont revenus n'ont toujours pas retrouvé de travail, un an après.

Mais aujourd'hui, le bruit court à nouveau, la rumeur enfle : profitant de l'été, d'autres expulsions seraient en préparation. « Certains d'entre nous vont peut-être devoir devenir clandestins. Nous comptons sur les camarades français » disait un responsable de la lutte la semaine dernière. Au même moment, la direction de la Sonacotra faisait parvenir à la presse un communiqué démentant certaines « affirmations mensongères » du comité de coordination. Le loyer de 260 F par mois n'est pas dû pour une chambre de 6 m², mais « d'au moins 7 m² »...



Il y a cinq ans

15 jours de grève générale contre le coup d'Etat en Uruguay



CINQ ans déjà que l'Uruguay est passé du régime autoritaire et répressif dirigé par Juan Bordaberry à l'une des dictatures les plus terribles du continent. Le pays n'aura eu besoin que de quelques années pour passer de ce prétendu havre de paix sociale à une situation où la puissance du mouvement ouvrier contrait de manière insupportable les plans d'austérité successifs mis en place par la bourgeoisie. Un mouvement ouvrier ancien, unifié dans une centrale unique, la CNT, dont le sigle dit assez l'importance des traditions libertaires. Un Parti communiste contrôlant les positions clés du mouvement syndical, mais aussi des organisations d'extrême gauche qui avaient pour certaines une très réelle influence de masse.

Cinq ans de dictature, les organisations ouvrières dissoutes, leurs dirigeants et leurs militants les plus actifs recherchés, arrêtés, torturés, mutilés et assassinés. L'exil pour des dizaines de milliers, des centaines de milliers d'Uruguayens. Sans doute le pays au monde qui a la plus forte proportion de ses ressortissants à l'étranger, en Argentine, mais aussi en Australie, ou n'importe où...

Le mouvement ouvrier uruguayen, à la différence de celui des pays voisins, n'est pas prêt de se relever de cette défaite qui s'est faite de plus en plus écrasante. Les leçons, toutes les leçons de cette défaite doivent être tirées. Et nous devons notre solidarité internationaliste à tous ceux qui, avec leurs moyens, ont lutté jusqu'au bout de leur force contre la chape de plomb qui s'est abattue sur l'Uruguay. Et nous pensons particulièrement aux militants syndicaux, aux militants de la ROE (Résistance ouvrière et étudiante) et aux militants Tupamaros qui, comme leur fondateur Raul Sendic, servent d'otages à la dictature. Il n'est que temps de sauver les morts-vivants des geôles uruguayennes. La pression internationale est le dernier recours de tous ceux qui attendent, par milliers, que les horreurs de la répression des pays limitrophes diminuent pour que les projecteurs éclairent un peu ce pays oublié de tous.

C.P.



Un témoignage à Montevideo en juillet 1973

UNE longue file de marins en armes, sur la terrasse d'un hangar dominant le port, ce mardi 10 juillet 1973, ce fut ma première vision de l'Uruguay quand le ferry venant de Buenos Aires entra dans le port de Montevideo. Le port était quasiment désert; personne sur les quais, grues immobiles. Ensuite, il a fallu attendre longtemps pour trouver un des rares autobus en circulation. La ville était quadrillée par des patrouilles militaires, en jeeps, avec des soldats, mitraillettes au poing.

L'après-midi, une longue colonne de tanks a traversé les artères centrales de la ville. Sur « 18 de Julio », l'avenue principale, il y avait un ballet incessant de véhicules militaires; à 16 h la circula-

tion automobile avait été interdite dans les avenues du centre. Les contrôles étaient nombreux, des passants étaient obligés de se mettre face au mur, mains en l'air, pour la fouille. Dans les jeeps circulant très lentement, des soldats pointaient leurs mitraillettes sur les passants. J'ai voulu faire une photo de ces jeeps, mais un soldat a pointé son arme dans ma direction dès qu'il m'a vu armer de l'appareil photo; j'ai continué mon mouvement et j'ai terminé en photographiant la statue d'Artigas. L'atmosphère était pesante, tendue; dès le début de l'après-midi, la plupart des magasins du centre avaient baissé leurs rideaux. Sur les trottoirs de « 18 de Julio », beaucoup de monde, déambulant en

silence, regardant le ballet des véhicules militaires. Comme je l'ai appris plus tard, il y avait ce jour-là l'enterrement du jeune militant socialiste Walter Medina, assassiné la veille par une patrouille alors qu'il inscrivait des mots d'ordre sur un mur.

La grève durait depuis le 27 juin. Bloqué à Buenos Aires par l'absence de transport, je l'avais suivie dans les journaux argentins qui donnaient assez peu d'informations. Plus tard, en juillet-août, des discussions avec des militants m'ont permis de connaître le déroulement de la grève. Et depuis cette époque, de nombreux articles et livres lui ont été consacrés.

Le déroulement du coup d'Etat

Le 27 juin 1973, à 5 h du matin, l'armée occupe le pa-



lais législatif et toutes les radios diffusent le texte du décret de dissolution de la Chambre des députés et du Sénat. Prévoyant les réactions de la presse, ce décret interdit la publication d'informations et commentaires « attribuant des projets dictatoriaux au pouvoir exécutif ».

La réponse de la presse de gauche sera de publier le texte du décret sans commentaires mais en bonne place ou, comme l'hebdomadaire « Marcha », sous le titre « Ce n'est pas la dictature ». Aussitôt la nouvelle connue, la grève avec occupation commence dans les banques, les transports et la plupart des entreprises.

Dans le quartier ouvrier du Cerro, haut lieu de la combativité ouvrière, toutes les entreprises sont occupées. Les travailleurs du Frigorifique national, réunis en assemblée générale, intègrent la libération des prisonniers politiques à la plate-forme syndicale. Des manifestations se déroulent dans plusieurs quartiers, dont le quartier ouvrier de La Teja. Spontanément, avant toute réaction de la centrale syndicale unique, la CNT (Convention nationale des travailleurs), les travailleurs appliquent le mot d'or-

dre adopté par la CNT, près de dix ans plus tôt, en 1964, de répondre par la grève générale à un éventuel coup d'Etat.

La direction de la CNT divisée

Face à ce coup d'Etat, la direction de la CNT est divisée, la majorité, du Parti communiste, propose une grève de 24 heures reconductible. Son objectif est de faire pression sur les forces armées pour que triomphent les militaires dits « progressistes » ; une délégation rencontre le ministre de l'Intérieur, le colonel Bolletini. La minorité, la « Tendencia », qui regroupe les militants de plusieurs organisations d'extrême gauche et qui a une influence syndicale importante, se prononce pour la grève générale illimitée. Dans une réunion à l'intérieur de l'entreprise de pneumatique FUNSA, les syndicats « combattifs » élaborent une lettre au secrétaire de la CNT lui demandant de définir une plate-forme de lutte.

Du 27 au 30 juin, la grève s'étend à la quasi-totalité des entreprises, paralysant

tout le pays. Des meetings et des petites manifestations se déroulent dans les entreprises et les quartiers de Montevideo mais aussi en province. Le 30 juin, tombe le décret d'interdiction de la CNT. La veille, le ministre de l'Intérieur donne l'ordre d'évacuer les entreprises occupées. Et à partir du 30 juin, l'armée se charge d'exécuter cet ordre. Il n'y a pas de heurts violents car les ouvriers quittent les entreprises à l'arrivée des militaires pour les réoccuper dès qu'ils sont partis. Dans les premiers jours de juillet,

la grève est à son apogée. L'ordre de reprise du travail, fixé au 2 juillet par le pouvoir, est superbement ignoré par les grévistes malgré une intense propagande à la radio et à la télévision. La classe ouvrière apparaît clairement comme la colonne vertébrale de la résistance au coup d'Etat. Même le Parti national (l'un des deux partis bourgeois traditionnels) publie un communiqué de soutien à la grève. Cependant, cette position de force n'est pas exploitée, la grève reste passive, ne passe pas à l'offensive.

L'extrême gauche sans alternative

A l'extrême gauche, la ROE (Résistance ouvrière étudiante), qui a une très solide implantation syndicale, définit la période comme « une étape de résistance stratégique » ; elle n'a pas d'alternative politique globale à opposer au PC. Le MLN (T) (Mouvement de libération nationale Tupamaros) avait, au cours de l'année 1972, perdu la guerre qu'il avait déclarée à l'Etat, son appareil militaire était démantelé, des milliers de militants prisonniers ou exilés, surtout au Chili ; politiquement, il

n'était pas préparé à la situation ouverte par la grève générale. Sa prise de position sur la grève n'est publiée que vers le 15 juillet dans un long tract autocritique. Quant au Parti communiste (seule force réformatrice de poids), il maintient de bout en bout son analyse des forces armées ; contre le « dictateur Bordaberry », il fait appel aux forces armées qui ont publié les communiqués de février 1973 (un programme nationaliste et anticommuniste) ; la grève doit être le marche-pied

pour la prise de pouvoir des militaires « progressistes »...

Les forces armées répondent par la répression : les arrestations de militants syndicaux se multiplient. Les dirigeants de la CNT sont recherchés. Les prisons étant déjà pleines, un stade ouvert, le « Cylindre », est transformé en prison. Le 4 juillet, un décret autorise les patrons à licencier les grévistes sans aucune indemnité : ce décret jettera à la rue, au cours du mois de juillet, des centaines de travailleurs et les militants syndicaux en premier lieu.

Le 9 juillet, le Frente Amplio (coalition électorale de la gauche) appelle à une manifestation centrale, la première depuis le début de la grève, à Montevideo. Et ce lundi 9 juillet, à 17 h, des milliers de personnes manifestent dans les artères centrales de la capitale ; elles sont violemment dispersées. Il y a de nombreuses arrestations, dont plusieurs leaders du Frente Amplio. Deux jours après, sans aucun résultat, la CNT appelle à reprendre le travail avec l'invocation, habituelle et rituelle, à « la poursuite de la lutte par d'autres chemins et d'autres méthodes adéquates aux circonstances ».

sont violemment dispersées. Il y a de nombreuses arrestations, dont plusieurs leaders du Frente Amplio. Deux jours après, sans aucun résultat, la CNT appelle à reprendre le travail avec l'invocation, habituelle et rituelle, à « la poursuite de la lutte par d'autres chemins et d'autres méthodes adéquates aux circonstances ».

L'heure de la répression

La grève finie, la répression ne tombe pas brutalement. La plupart des groupes de gauche et d'extrême gauche maintiennent leurs activités, avec plus ou moins de précautions. Les militants recherchés ont pris le chemin de l'exil à Buenos Aires. J'ai pu rencontrer et avoir de longues discussions avec des militants de diverses organisations. La grève était au centre des débats ainsi que la défaite du MLN(T).

De longues soirées passées avec des jeunes militants du Mouvement du 26 mars (organisation de masse du MLN) ont été riches d'échanges. La plupart sont en prison aujourd'hui. Une question revenait sans cesse : où étaient les armes, les organisations armées ? Fallait-il, dans les entreprises, résister aux évacuations par les militaires ? Paradoxalement, dans ce pays, l'Uruguay, où la lutte armée avait atteint un très haut niveau, où elle avait été très souvent liée aux mobilisations et aux luttes syndicales, il n'y eut pas la moindre tentative d'autodéfense armée lors de la grève. Et pas plus de début d'auto-organisation, d'embryon de double pouvoir, alors que le MLN(T) avait fait, un temps, du « double pouvoir » son axe stratégique dans une conception, il est vrai, où il entendait constituer le contre-pouvoir à la place de travailleurs organisés.

Au cours de cet hiver pluvieux et froid de juillet-août 1973, peu de militants imaginaient l'ampleur de la répression qui allait suivre, à partir de 1974. Les rumeurs de contre-coup d'Etat légaliste de la marine couraient les rues. Aujourd'hui la dictature, isolée et sans base sociale depuis son instauration (en partie grâce à la grève générale), réprime férocement tout ce qui bouge. Dans les prisons et les salles de tortures, les militants communistes ont rejoint les « aventuristes » de 1972 et retrouvent les militaires « progressistes » : ce sont leurs tortionnaires, avec, à leur tête, leur commandant en chef, le général « péruvien » Gregorio Alvarez.

Louis Gazan



RENDEZ-VOUS A L'ENTREE DE LA SALLE

• *Moi, ma bière et Campagne-Première*

L'asphalte mouillée et le ciel grelottant n'incitent pas tellement au départ, alors restez donc avec nous et venez boire une bière à Campagne-Première à tout instant, il s'y passe quelque chose. Du 4 au 8 juillet à 20 h 30, le quartet de David Murray (Murray au sax, Butch Morris au cornet, Johnny Diany à la basse et Georges Brown aux percussions). Du 5 au 9 juillet à 18 h, mes petits chéris du rock français, Trepnem Pal. Du 9 au 13 juillet, l'admirable Sapho (depuis la fête Antibrouille, je suis amoureux d'elle) hurlera son rock des nénettes à 20 h. Du 14 au 23 juillet à 20 h 30, Mike Weestbrook's Brass Band and Cabaret, du très beau progressive rock anglais pour nostalgique de Soft Machine (j'en suis).

Tous à Campagne-Première, dans la rue du même nom, au 19, métro Raspail.

• *Peintres futés (bison, si vous savez...)*

Les peintres et les sculpteurs partent aussi en vacances, mais ils continuent à exposer : une bande de petits futés tient même une exposition dans leur lieu de villégiature, alors si vous passez par là, vous pouvez toujours aller voir et boire un pot à ma santé (sniff, je pars pas...). Exposition du 8 juillet au 6 août à La Liaumerie Bommiers 36120 Ardenes (pas loin de Vierzon et Bourges) avec Thierry-Loïc Boussard, Michel Dupuy, Joël Frémot, Alain Gerbault, Isaac Pomié et James Poniard.

• *Réflexion sur le livre*

L'association Pour une librairie différente et la librairie coopérative Lire à La Rochelle vous invitent à participer les 6, 7, 8 et 9 juillet prochains à quatre journées de réflexion et de débats autour du livre où lecteurs, écrivains, éditeurs, libraires, bibliothécaires pourront confronter leurs expériences, leurs problèmes, leurs désirs, leurs projets. Jeudi 6 juillet, 17 h, débat sur la lecture, vendredi 7 juillet, 21 h, débat sur la recherche en écriture, parallèlement débat sur le rôle de l'écrivain, samedi 8 juillet, « Pour une authentique pratique de l'édition » à 11 h, puis à 21 h, les femmes et l'édition. Dimanche 9 juillet, « Le livre et l'enfant » débat à 15 h. Lieux : tour Saint-Nicolas et café de la Tour de Chaîne. Contact : Lire, 5 rue Albert I^{er}, 17000 La Rochelle.

• *Vues vénézuéliennes*

L'atelier-galerie 13 présente du 4 juillet au 5 août les photographies-couleur de Thierry Ameller sur les hautes plaines et les ghettos au Venezuela. Belles images qui savent communiquer l'atmosphère de violence omniprésente dans ce pays, comme dans cet abattoir où l'on tue le bœuf à la hache.

Atelier-galerie 13, 94 rue du Dessous-des-Berges 75013 Paris.

• *Andalousie à Paris*

Pepe de Cordoba est né dans une petite ville de la chaude Andalousie : « Mon spectacle est un pur spectacle de flamenco. Il comprend des poèmes chantés de Federico

Garcia Lorca, des chants du plus pur style andalous pour vous montrer le vrai visage du sud de l'Espagne, enfin intercalés avec les chansons, des solos de guitare interprétés par Fernando Calonge, un des meilleurs guitaristes espagnols du moment. » Alors si vous ne partez pas encore en vacances, vous savez ce qu'il vous reste à faire : Pepe sera du 5 juillet au 8 août à 23 h au cédé d'Edgar (58, bd Edgar-Quinet, Montparnasse).

• *Ah la la, souffle dans un saxophone...*

Bon d'accord, c'est les vacances mais il ne faut pas oublier ceux qui restent : ils ont encore le droit de sortir le soir. L'autre bien fameuse qu'est le bar Totem du Stadium ne nous abandonne pas et nous offre une alléchante programmation : mercredi 5 juillet, Max Roach et son quartet (yopie), jeudi 6 juillet, Ted Curson Quintet avec George Brown (connais pas), mardi 11 juillet, l'inégalable Archie Shepp livrera bataille avec son quartet (un panaris hippopotamus en perspective, surtout quand on saura que Siegfried Kessler effleurera quelques touches de piano...), mercredi 12 juillet, là j'en peux plus, Sam Rivers avec Dave Holland, Barry Altschul et Joe Daley. Après le Stadium part en vacances.

Bar Totem, le Stadium, 66 avenue d'Ivry, Paris XIII^e.

• *Impressions de campagne*

Les artistes tournent pendant les vacances, la preuve : François Béranger, 9 juillet à Montherme (08) à 17 h 30 ; Imago, 6 juillet à La Voulte (07) à 21 h, 12 juillet à Calais (62) à 21 h ; Gilles Servat, le 8 juillet à Guéméné (au 10-56), 16 juillet à Géraudot (10), 20 juillet à Saint-Servan (je vous recommande la crêperie sur la place), 22 juillet à Groix (56), 23 juillet à Port-Louis (à côté de Lorient-56) où j'ai remporté ma première coupe dans une régates épique entre Port-Louis et Belle-Ile, le champagne du cercle naval est excellent.

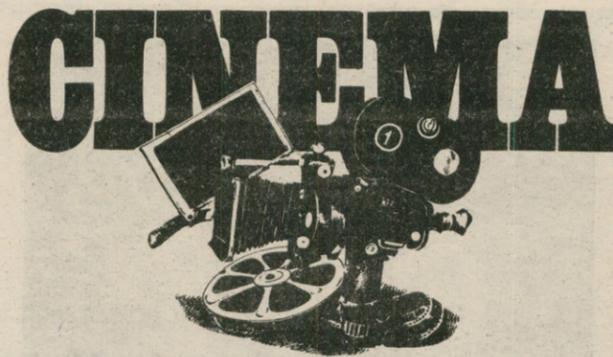
• *Apprendre à se redécouvrir*

« L'expression » est la chose au monde la moins bien partagée, surtout dans nos sociétés industrielles dites « avancées ». A l'école maternelle où un enfant est scolarisé en moyenne pendant deux ans on essaye de développer ses facultés d'expression (chants, danses, rythmes, dessin et modelage). Des l'école communale, l'enfant devient dépendant du programme scolaire. Après 10 ou 15 ans de scolarité, l'être humain ne sait plus marcher librement, ne sait plus danser, ne sait plus s'exprimer avec son corps, sa voix, ses mains.

C'est pourquoi le but du centre d'expression Sylvain Itkine (comédien et metteur en scène d'avant-garde, membre du groupe Octobre et de la IV^e Internationale qui fut fusillé en 1942 par les nazis) est de donner en douze jours de stage de vacances une initiation à toutes les techniques qui dérivent de « l'expression théâtrale ». Le travail en atelier doit permettre de « mieux se sentir dans sa peau » de se redécouvrir et de redécouvrir les autres.

Date des stages : du 2 au 14 juillet, du 16 au 28 juillet, du 1^{er} au 13 août, du 16 au 28 août.

Contact : centre d'expression Sylvain-Itkine, Les Garrigues, Les Baumettes 84220 Gordes.



Divertissement érotique

• « *Intérieur d'un couvent* », un film de Walerian Borowczyk

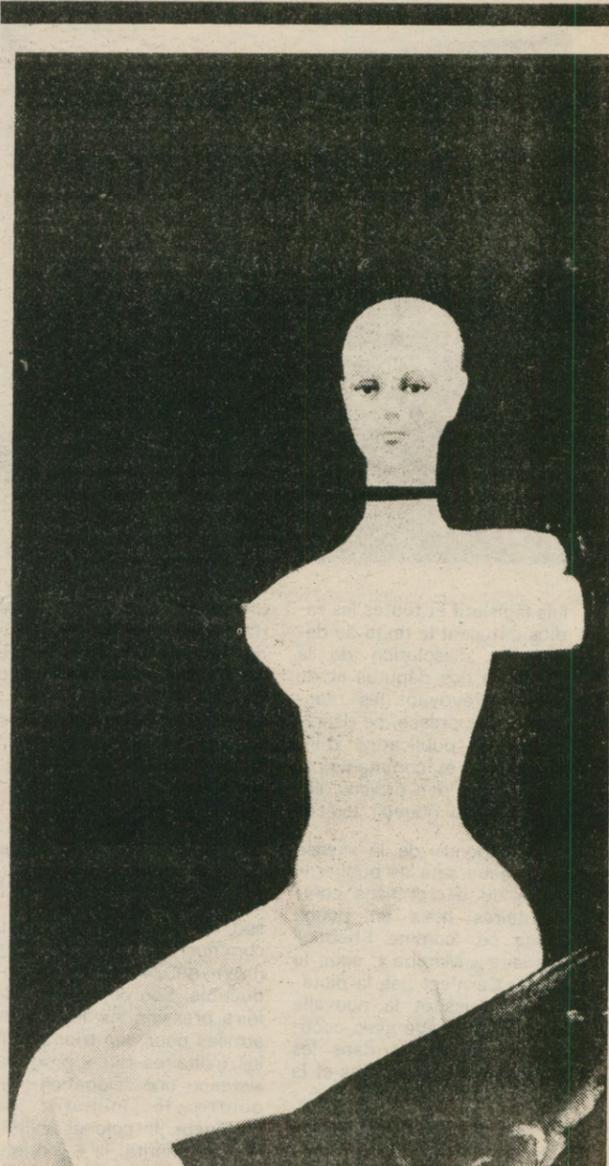
WALERIAN Borowczyk a commencé par faire parler de lui il y a une quinzaine d'années grâce à des films d'animation (tournés parfois en collaboration avec son compatriote Jan Lenica) très insolites, pleins d'humour, de férocité et d'invention graphique. On pouvait supposer alors que la Pologne apportait au cinéma d'animation une nouvelle vague de fantastique trempé d'esprit surréaliste.

Depuis Borowczyk a surtout tourné en France en en Italie, il a élargi son travail au long métrage et semble davantage attiré par le tournage classique avec comédiens et décors plutôt que par le travail d'orfèvre que constituent les différentes techniques du cinéma image par image (l'animation). Il y a pourtant une nette parenté avec l'esprit insolite de ses premiers films, et un développement de la dimension érotique de son univers : « Goto, l'île d'amour »,

« Contes immoraux », « la Bête »...

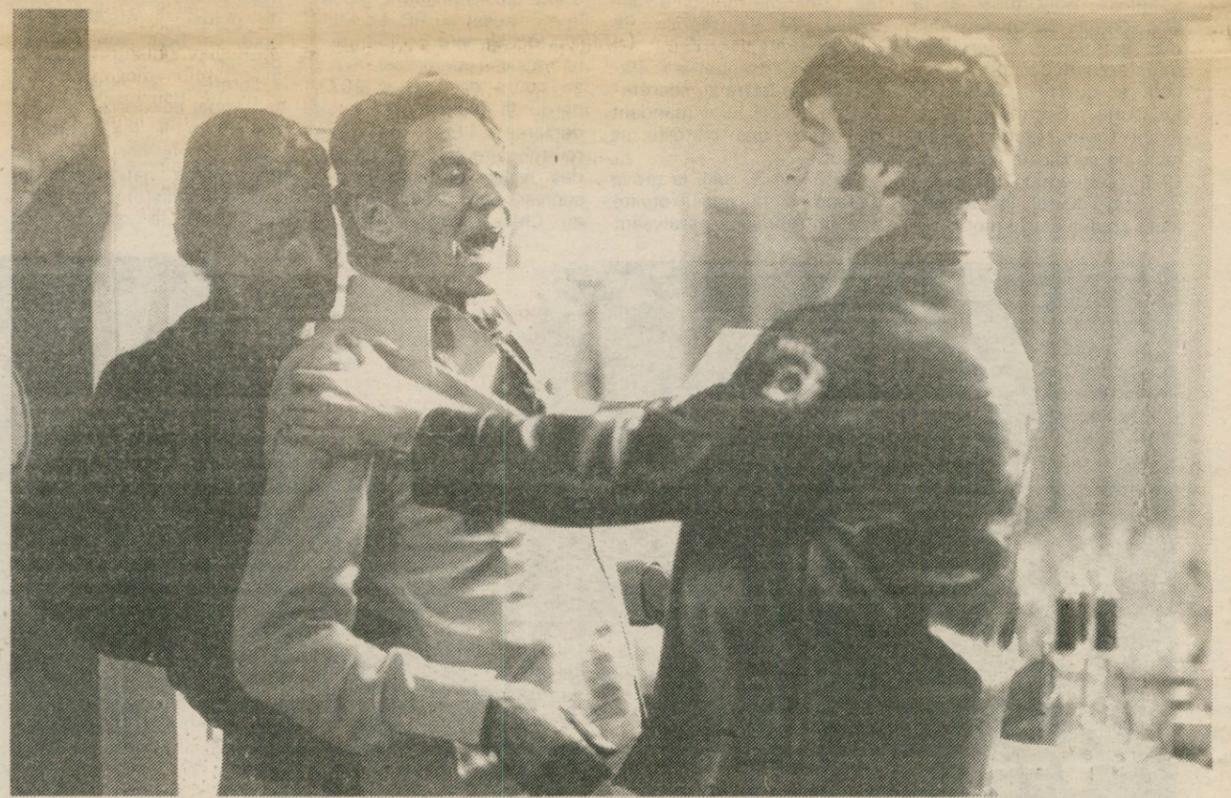
C'est encore un divertissement érotique le dernier long métrage de Borowczyk, sorti un peu à la sauvette. « Intérieur d'un couvent » a été tourné en Italie, d'après une histoire de Stendhal, typique de la tradition anticléricale qui consiste à faire la démonstration de l'hypocrisie de l'Eglise par le libertinage et la corruption qui séviraient « intra muros ».

« Intérieur d'un couvent » n'a pas la lourdeur des démonstrations, malgré le fait que pour un Polonais, l'Eglise catholique ne soit pas une abstraction lointaine. Le film a plutôt le ton léger d'une comédie bon enfant, irrespectueuse « ma non troppo », avec la caméra de Borowczyk en perpétuel mouvement à la recherche d'un détail curieux, d'un rapprochement bizarre, d'un geste fugace. Le cadre baroque, la musique (des alle-



gro de concerto aux morceaux liturgiques) contribuent à l'allure précieuse du film. On nous fera remarquer que

l'érotisme de Borowczyk porte l'empreinte d'un regard masculin. Certes. Et après ? Paulo Antonio Paranagua



« New York Blackout », un film de Eddy Matalon

Trois petits films sans importance

SCHMOK est le second film du comédien Alan Arkin. Autant « Petits meurtres sans importance », savoureuse satire de la violence urbaine, magnifiquement interprétée par Elliot Gould, avait de quoi séduire, autant « Schmok » a de quoi dégoûter !

Les héros en sont les membres d'une famille hystérique, prototypes éculés qui passent leur temps à éructer, brailler et gesticuler pour essayer de donner du nerf à un film qui en manque sacrément. L'humour est pachydermique, la violence est gratuite et les

vagues références psychanalytiques ne servent que de pâle paravent à l'absolue nullité du propos. Alan Arkin, qui est un bon comédien (même s'il est ici horripilant...) s'est complètement fourvoyé dans ce qu'il a cru être de l'humour « typiquement new-yorkais, mâtiné de références à Phillip Roth » et qui n'est en fait que la pénible tentative d'exploiter une veine satirique incomprise.

Sur un bon sujet (4 détenus psychopathes s'évadent en profitant d'une panne générale d'électricité qui plonge

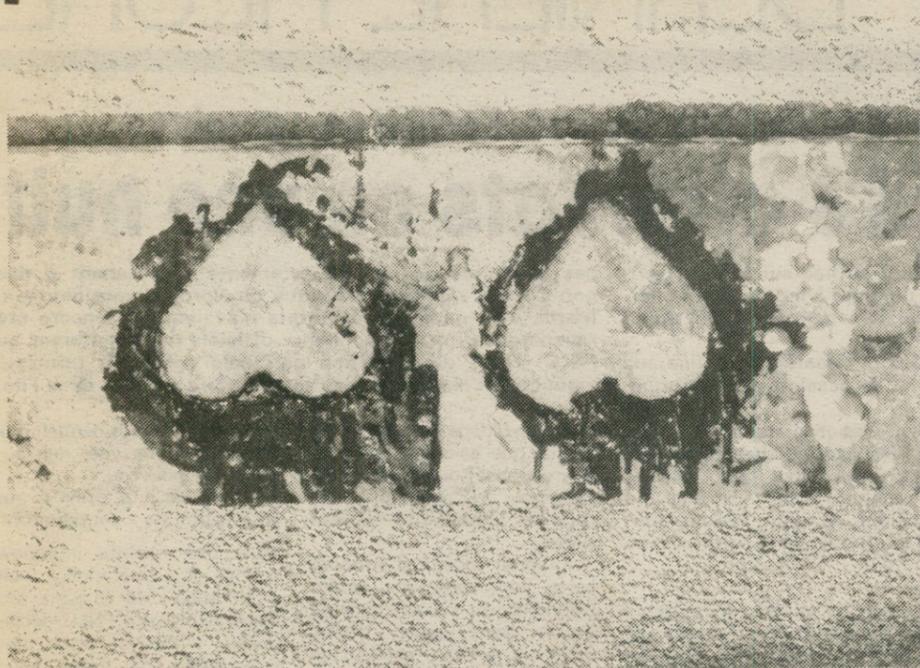
New York dans l'obscurité) et malgré de bons comédiens (June Allyson, Ray Milland, Robert Carradine et Jim Mitchum, fils de Robert), Eddy Matalon aurait pu réussir un petit thriller bien fagotté...

Las ! Concentrant l'action dans un seul lieu, accumulant les invraisemblances et les conneries avec une facilité déconcertante, Matalon réussit à faire de « New York Black-out » un gâchis stupide sans utiliser un tant soit peu intelligemment la géniale idée de la panne d'électricité new-yorkaise...

Dernier navet dans son panier vespéral : « De la neige sur les tulipes » du minable Russel Clouse, est traversé par un Robert Mitchum hiératique, qui, une fois son cachet empoché, c'est contenté de glisser sa silhouette sur fond de canaux hollandais et de jonques hong-kongiennes... Il y a du mouvement, du karaté, des morts et pas mal de dégâts, dans cette invraisemblable histoire de démantèlement de réseau de drogue... mais ça reste de la série Z, puisqu'il n'y a pas de 27^e lettre à notre alphabet...

Michel Laszlo

peinture



Gasnault

Asplanato, Fabre, Gasnault, Parodi

• 4 peintres exposés à Marseille

NOUS ne saurions trop conseiller à nos lecteurs marseillais de profiter de ce mois de juillet pour aller voir la très intéressante exposition des travaux de quatre jeunes artistes qu'organise la galerie Athanor. Dans leur diversité, ils participent de plain-pied aux démarches les plus vivantes de l'art actuel.

Avec Asplanato, l'image se défait, se déstructure, pour n'être qu'un tamis où viennent se perdre quelques fragments d'un devenir possible : devenir d'une forme, d'un corps, que la proximité de la mine de plomb ne peut plus



Parodi

rendre dans sa totalité tout comme le corps de l'autre, dans un rapport amoureux, ne peut être que fragmentaire... seul, un regard d'arpenteur ne peut concevoir le corps et l'espace dans sa totalité mesurable. C'est une image éclatée inscrite à la lisière de la constitution qui piège notre regard à la recherche d'images reconnaissables.

Fabre a une passion boulimique du papier imprimé, qu'il met en bouillie, presse, pour constituer un inventaire d'une bibliothèque morte, avec ce qui est le support matériel de l'information, du savoir. Fabre devance le temps qui ronge l'écrit, les textes... qui les éjecte hors des réseaux de sens et de codes qui leur donnaient vie. Les blocs de papier ont quitté les étagères des bibliothèques pour n'être plus que des blocs de sens déjà morts. Le mort saisit le vif ; et pris dans la logique de la consommation, l'imprimé voit son temps de vie s'accélérer.

mélangent et s'annihilent au point que les sens se brouillent. Les « objets » de Fabre sont comme des « boîtes magiques ». Les bribes de vies et de sens enfouies en eux incitent face à une pause à l'inflation quotidienne. Retrouver du sens et du vécu. C'est ce signal de façon tendre et dérisoire la propension que nous avons tous à nous transformer en archivistes fous, empilant, classant, numérotant quelques vieux journaux ou documents... archives ruinées d'avance et qui un jour ou l'autre rejoindront quelques décharges publiques.

Gasnault saisit au vol les marques et objets de notre quotidien pour défaire leur superbe, leur monstrueuse inconsistance. Il en fait des précipités de mémoire, de désir et d'angoisse : bric-à-brac de la mémoire et du temps qui passe, des souvenirs enfouis, qu'une madeleine fait resurgir. Moments volés qui réapparaissent fugacement. Je pense à « Je me souviens de » Georges Perec qui part de la mémoire pour déboucher sur le vide qu'elle suscite dans le présent. Avec la fascination qu'exerce sur nous la découverte dans un grenier de quelque photo sépia, Gasnault arrache l'objet du vide présent pour lui faire remonter les chemins obscurs de notre mémoire.

De Christiane Parodi, nous ne pourrions voir toujours qu'un fragment de son travail : fragment d'une empreinte, d'un moulage, d'une coulure, d'un arrachage, d'une sédimentation. Ils ne renvoient qu'à l'infinie répétition que suggèrent ces travaux.

Faire et défaire, recouvrir et découvrir, mettre en place et déranger, autant de gestes

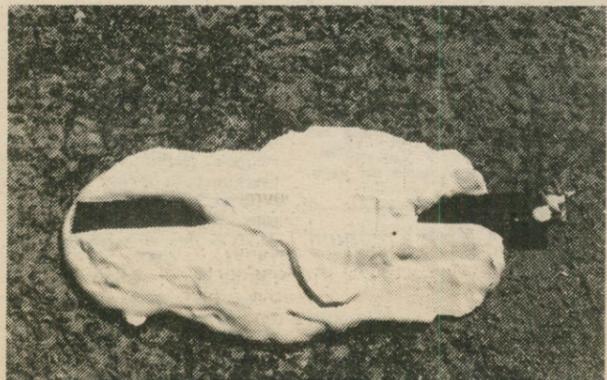
qui ponctuent une présence absente...

Faire de la façon la plus rigoureuse ce travail de Pénélope. Pénélope qui attend, qui fait et défait pour ne pas constituer un espace de transgression. Mailles d'un temps qui s'étire, où elle n'est plus qu'attente et oubli d'elle-même. Ce travail renvoie à l'ordre de la femme, espace voilé, espace d'effacement. Mais dans les épaisseurs, les déchirures, les éclatements de Christiane Parodi, il y a comme une sourde violence. Ici, les hiérarchies se défont, les matériaux se mélangent. Le mou devient le dur, le vide devient le plein. Et, dans les failles, on voit surgir les ombres de corps « blanchis pas les ans ».

Boyer nous présente de grandes toiles recouvertes de surfaces successives de peintures à l'huile. A travers les couches de peintures, les effets de transparence et de brillance jouent comme profondeur et/ou comme miroir. Reprise de techniques de peinture très anciennes, respect de règles de travail très rigoureuse, que le temps vient défaire : et, sous la surface de ces toiles, qui se veulent les moins gestuelles et les moins subjectives possibles, le trait de pinceau fait retour comme travail ; et le travail, comme geste. Le miroir monochrome qui est donné avoir, est comme troublé et démembré par ce qui l'a constitué. Dans cet écart minime, la « grille du temps et du travail vient perturber et ordonner le vertige de la couleur et la montée de la profondeur. » (Y. Michaud.)

Philippe Cyrroulnik

Galerie Athanor, 11, boulevard Onfroy, Marseille 13008, jusqu'au 15 juillet.



On peut même faire d'anti-militaristes films de guerre

Ce film de Raoul Walsh, qui raconte la très classique histoire de l'affrontement entre deux officiers américains des troupes du Pacifique qui campent avec leur division sur l'île d'Anonopei et avec leurs états de service sur leurs prérogatives, « les Nus et les Morts » est un remarquable film de guerre.



Adapté du roman de Norman Mailer, c'est le très puissant véhicule d'une plongée démythifiante dans la tornade de la guerre du Pacifique. De la rencontre entre le jeune écrivain new-yorkais à succès et le vétéran hollywoodien qui a filmé la révolution mexicaine aux côtés de Pancho Villa, est sorti l'un des films les plus forts et les plus véridiques qu'ont ait jamais donnés sur le monde de la guerre, sur ses acteurs, sur ses décors.



Le lieutenant Hearn se voit confié par le général Cummings, qui tient à se venger de son insolent subalterne, la direction d'une section de reconnaissance qui comprend le sergent Croft, un vétéran. Les équivoques et les faux-semblants qui pavent le chemin de la petite patrouille constituent, quelques années avant la guerre du Vietnam, le borborygme dans lequel le libéral Mailer embourbera les certitudes des « Faucons » de tout poil.

Incompris par ses admirateurs qui y ont vu une apologie du militarisme, « les Nus et les Morts », qui ressemble à ses protagonistes : Hearn (Clift Robertson), Cummings (Raymond Massey), Croft (Aldo Ray), parle des contradictions de l'homme dévoré par l'action de guerre. A cent lieues de la tribune des éternels manichéistes.

Michel Lazlo

• « Les Nus et les Morts », 20 h 30 sur FR3.

télévision

TF1

18.15 Anthologie des grands volcans : le Niragongo

Un film fantastique. On ne peut décrire autrement le document que le vulcanologue Haroun Tazieff a ramené de l'une de ses dernières expéditions au Niragongo ce volcan congolais qu'il fut le premier à visiter. C'était en 1947. Tazieff, seul, entreprend l'escalade

20.00 Journal.

20.30 Il y a encore des noisetiers

Une dramatique de Jean-Paul Sassy d'après le roman de Georges Simenon adapté par Thérèse de Saint-Phalle. Où est passé le Simenon de nos Maigret ? De nos bons souvenirs, dans cette histoire de vieux banquier sur le retour parti à la recherche de ses amours défuntées, il ne reste rien.

22.00 Médicale : le sein

Cette émission d'Etienne Lalou et Igor Barrère, comme à l'accoutumée, retiendra l'attention par le sérieux de ses informations médicales et par sa qualité pédagogique. Mais cette fois, pour un autre raison aussi : on entendra en effet le professeur Gros, qui se gratifie du titre de « sénologue », déclarer sans ambage : « Le lait de la vache est fait pour le veau ! » D'où il tire une glose décisive pour l'avenir de l'homme : « Le biberon est un monstrueux mensonge pour l'enfant et une négation de la relation mère-enfant ! » Il y a vraiment des biberons qui se perdent.

23.00 Journal.

A2

14.00 Sylvie et le fantôme

Un film de Claude Autant-Lara, avec Odette Joyeux, François Perrier, Julien Carette, Jean Desailly et Jacques Tati. L'avis de Michel Lazlo : réalisé à la fin de la guerre, d'après une pièce à succès d'Alfred Adam, ce film poétique et léger connut un énorme succès. La période prêtait à la recherche de l'évasion et cette gentille histoire d'une jeune fille recherchant à travers l'amour de trois soupirants la passion d'un fantôme constituait le parfait prototype du divertissement.

20.00 Journal. 20.30 Moi, Claude empereur : intrigues de palais.

21.30 Question de temps : quelle France ?

Un reportage sur le département de l'Aisne. Ses réalisateurs ont, en de précédentes occasions, montré qu'ils savaient travailler sans laisser « les autorités » leur faire la leçon sur les régions dont ils ambitionnent de nous faire connaître la réalité, c'est-à-dire les difficultés.

22.35 Journal. 22.50 Cantate d'église n° 29, de Bach, dans un arrangement de Saint-Saens, interprétée par le pianiste Bruno Gelber.

FR3

18.35 Pour la jeunesse. 19.05 Télévision régionale. 19.20 Actualités régionales. 19.40 Tribune libre au Mouvement pour une alternative non violente. 20.00 Les jeux de vingt heures.

20.30 Les nus et les morts

Un film américain de Raoul Walsh. Nous avons dit samedi tout le bien que nous pensions de ce film que Michel Lazlo nous présente par le billet ci-contre.

23.00 Actualité du cinéma italien : le cinéma politique
Rosi, Petri, des cinéastes que vous connaissez.

« TOUS LES JOURS, L'ARMEE »...

La répression contre les signataires de la pétition « transports »

Côté cour, « Ce soir l'armée », sur l'esplanade du château de Vincennes. Côté jardin, les caves de la Sécurité militaire.

Gérard Florenson, appelé du 401^e RA de Nîmes a été mis aux arrêts de rigueur, le 20 juin, pour trente jours, pour avoir signé la pétition « transports ». Les unions départementales du Gard CGT, CFDT, et FEN s'inquiètent car il est impossible de communiquer avec lui.

Demoule, délégué syndical chez Peugeot (Nîmes) a été mis aux arrêts pour soixante jours au 3^e RG de Charleville-Mézière. L'UL CGT de Nîmes exige sa libération immédiate et rappelle son soutien aux revendications des appelés.

L'ancien directeur de publication de « Luttés étudiantes », le journal du Mou-

vement d'action syndical (MAS), le camarade Pierre Caffet, a pris 30 jours d'arrêt pour avoir signé la pétition. Le MAS appelle l'ensemble des organisations à s'unir pour exiger la libération de son ancien dirigeant.

Six objecteurs de conscience, insoumis aux Eaux-et-Forêts, ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis, privation des droits civiques pour cinq ans et des amendes de 500 à 700 F.

Et il y a aussi tout ceux qui sont déserteurs, insoumis spontanés, tous ceux qui vont au trou pour « voies de fait à supérieur », « détérioration volontaire de matériel militaire », « léger état d'ivresse »... Car ceux-là aussi ce sont les victimes quotidiennes de la barbarie militaire.

P. A.

Quand la presse parle des Bretons

C'est lundi matin que les huit membres de l'Armée républicaine bretonne — branche du FLB — arrêtés ces derniers jours ont été déférés devant le parquet de la cour de sûreté de l'Etat. Ceux-ci ont reconnu avoir commis vingt-quatre attentats en Bretagne entre le 26 septembre 1976 et le 12 mai dernier avant que deux d'entre eux aient fait sauter une aile du château de Versailles. Tous ont été placés lundi soir sous mandat de dépôt dans diverses prisons de la région parisienne.

Une nouvelle fois, c'est l'occasion pour la grande presse, à un moment où l'actualité n'est pas très fournie, de s'emparer de cette affaire et de la monter en épingle, brandissant bien haut le spectre du terrorisme. De « France-Soir » au « Matin » en passant par « l'Aurore », on ne lésine pas sur les gros titres à la une : « Six autres plastiqueurs arrêtés », « Tout le réseau terroriste breton est démantelé », « L'ARB démantelée », « Tous les plastiqueurs de l'Armée républicaine arrêtés », « Ces Bretons héritiers du nazisme », ajoute « l'Aurore » en dernière page.

L'un des « huit », en effet, a été membre du Parti national breton de 1943 d'où fut issue la milice Perrot dont les membres combattirent aux côtés des nazis sous l'uniforme allemand. Un autre est le fils du commandant adjoint de cette même milice. Ce qui permet aux rédacteurs d'amalgamer tous les militants autonomistes bretons en laissant sous-entendre plus ou moins implicitement que si tous n'ont pas une idéologie fasciste, ils seraient tout de même manipulés...

S.N.



Après les arrestations de ces dernières semaines Corse : 33 attentats en une nuit

31 attentats par explosifs ont eu lieu sur tout le territoire de la Corse dans la nuit de lundi à mardi. Deux charges explosives ont été, en outre, désamorçées avant qu'elles ne sautent.

Les objectifs visés vont du commissariat de police aux bâtiments administratifs divers, en passant par des agen-

Si, dans les heures qui viennent, le FNLC devait s'approprier la responsabilité des attentats de la nuit dernière, force serait de constater que, contrairement aux affirmations officielles hâtives, formulées après les arrestations opérées au début du mois de juin, le FNLC est loin d'être démantelé. A quelques jours de l'arrivée de Giscard en Corse, le 7 juin dernier, la police judiciaire avait, en effet, lancé un vaste coup de filet contre les milieux indépendantistes et autonomistes. 24 arrestations avaient été opérées, qui devaient aboutir

au maintien de 20 d'entre elles, toutes les personnes arrêtées étant, par ailleurs, déférées devant la Cour de sûreté de l'Etat. Presque toutes reconnurent appartenir au FNLC.

Par la suite, les policiers tempèrent leur optimisme quant au démantèlement du FNLC. On s'attendait, depuis, à une riposte qui semble être arrivée la nuit dernière. Ce qui pose une deuxième question, celle-là quant à l'isolement politique du FNLC. Une trentaine d'attentats effectués en plusieurs points éloignés de

ces bancaires ou des appartements appartenant à des non-Corses, rapatriés d'Afrique du Nord ou continentaux. Mardi, vers midi, ces attentats n'avaient pas encore été revendiqués, mais les milieux officiels les imputaient au FNLC (Front de libération nationale corse), le principal mouvement clandestin politico-militaire opérant dans l'île.

l'île, tant dans la région de Bastia, que dans celle d'Ajaccio, suppose, outre des hommes pour les accomplir, une relative complicité autour d'eux.

Il serait puéril d'attribuer cette complicité aux seules traditions de la communauté corse. Sans aucun doute, même si le FNLC est loin de concentrer en son sein toutes les aspirations du peuple corse, ses objectifs comme ses méthodes d'action représentent l'expression d'une certaine sensibilité. C'est, bien sûr, ce que ne veut pas reconnaître l'Etat français. Le der-

nier voyage présidentiel n'a, de ce point de vue, rien apporté de nouveau.

Aussi est-il à prévoir que les attentats continueront.

Dans une récente interview donnée à « Libération » (voir « Libération » du 23 juin), des responsables du FNLC déclaraient, tirant la leçon des arrestations de début juin : « C'est la fin d'une époque et le début d'une autre où il y aura nécessairement un durcissement de la lutte. » Les explosions de la nuit dernière peuvent en être l'illustration.

G. M.

« CERTAINS VEULENT JETER LE XXII^e CONGRES PAR-DESSUS BORD »,

écrit Jean Elleinstein dans « le Monde »

Sous le titre : « Ce n'est qu'un début, continuons le débat », Jean Elleinstein revenait hier dans un article du « Monde » sur la discussion qui traverse le PCF. Evoquant l'intervention télévisée de Jeannette Thorez-Verersch, il écrit : « Avec talent, avec émotion, Jeannette est sortie de l'histoire où elle se confiait pour entrer dans le présent, mais toujours habillée du manteau du passé. » L'historien communiste s'inquiète

surtout des interprétations données par la direction du PCF au XXII^e Congrès : « En vérité, certains, sous prétexte de condamner une déviation électoraliste et réformiste du XXII^e Congrès (...) veulent le jeter par-dessus bord, et l'on accuse certains communistes, sans aucune preuve, d'esprit électoraliste, d'esprit liquidateur, d'esprit révisionniste. En même temps, on a laissé de nombreux procès en URSS et en RDA (le procès Bahro) se

dérouler en se contentant de deux ou trois lignes de regrets en pages intérieures de « l'Humanité ». On a censuré les critiques de l'hégémonie faites au congrès de la Ligue des communistes yougoslaves. On a résumé en trois ou quatre lignes les déclarations faites par un secrétaire de la CGT lors de la conférence sur les syndicats libres en URSS (...) Qui a changé depuis le XXII^e Congrès ? Il n'y a pas d'interprétations diverses

possibles du XXII Congrès. On est d'accord avec lui ou on ne l'est pas. Ce qui me semble inquiétant aujourd'hui, c'est que l'on découvre des interprétations diverses. L'expression « eurocommunisme » a même disparu des colonnes de « l'Humanité ». Est-on toujours d'accord avec les articles de Jean Kanapa dans « France nouvelle » sur ce sujet, ou avec le numéro de « Recherches internationales » ? »

On vous dit tout

● **Juan Echabe : la voiture des meurtriers retrouvée**

La voiture utilisée dans l'attentat contre Juan Echvabe (cf. « Rouge » d'hier) a été retrouvée à Saint-Jean-de-Luz. Les enquêteurs y ont retrouvé les armes dont se sont servis les agresseurs : trois pistolets mitrailleurs et deux cagoules. Juan Echvabe est toujours dans un état grave à l'hôpital de Bayonne.

● **Françoise Gaspard : pour le « droit aux différences »**

Françoise Gaspard, créatrice du « courant 3 » — courant féministe dans le PS — a notamment déclaré, au cours d'une interview accordée à RTL que « l'existence de courants n'est pas antagoniste avec l'unité. C'est un courant d'idées, ce n'est pas une fraction, et cela permet d'enrichir le débat et d'approfondir la vie démocratique à l'intérieur du parti ». Elle a également rappelé que le projet politique de ce courant sera défini dans une motion présentée au prochain congrès qui insistera particulièrement sur « le droit aux différences » dans le PS.

● **La crise**

Peugeot a battu, le mois dernier, son record absolu de production mensuelle avec 8 1700 véhicules, ainsi que

celui de ses ventes qui a atteint le chiffre, pour ce même mois, de 83 400. Pour le premier semestre 1978, la production de Peugeot a augmenté de 7 % par rapport au premier semestre 1977.

● **Juge mort dans la Seine**

Les milieux judiciaires de Versailles demeurent discrets pour expliquer les causes de la mort de Mme Lafortune, juge d'instance à Paris, dont le corps a été retrouvé samedi dernier dans la Seine à hauteur de Poissy.

Mme Lafortune, qui venait d'être nommée premier juge d'instruction au tribunal de Versailles, était partie le samedi 24 juin en week-end. Depuis, elle ne devait plus être revue vivante.

Les enquêteurs n'excluent pas la possibilité d'un suicide, mais il faudra attendre les expertises pour en savoir plus. Mme Lafortune porte, en effet, à la tête des traces de coups qui pourraient venir soit d'une agression, soit d'un heurt entre le cadavre flottant dans la Seine et une péniche.

Enfin la police demeure perplexe pour expliquer les froissements de tôle découverts sur la voiture du juge.

● **CHA XIII^e : réunion demain**

Les réunions du CHA XIII^e (Comité homosexuel du XIII^e arrondissement) continuent. La prochaine aura lieu demain

6 juillet. Dorénavant, elles auront lieu tous les jeudis, à 20 heures, à la librairie la Commune de la Butte-aux-cailles, 11 rue Barrault.

● **Grève à Radio-France**

Une technicienne stagiaire de Radio-France, après avoir eu une prolongation de son stage d'essai de trois mois, vient de se faire « remercier », la direction estimant qu'elle « n'a pas le profil ». Il semble que ce genre de choses soit désormais devenu classique à Radio-France. Considérant que cette décision est totalement arbitraire et pas du tout étrangère aux discriminations qui existent vis-à-vis des femmes dans les fonctions techniques, la CFDT a déposé un préavis de grève pour aujourd'hui, à partir de 0 h, pour une durée indéterminée.

● **Elections professionnelles**

Voici les résultats des élections de délégués du personnel qui viennent d'avoir lieu à Peugeot-Mulhouse. Dans le premier collège, sur 11 128 inscrits et 8 470 suffrages exprimés, FO arrive en tête avec 31,20 % des voix (25,95 % en 1977). CGT : 28,06 % (36,52 %) ; CFDT : 28,87 % ; CFTC : 11,03 % (8,65 %). FO obtient 10 sièges (plus 3), la CGT 8 sièges (moins 3), la CFDT 9 (plus 1) et la CFTC 3 (plus 1). Dans le second collè-

ge, sur 2 330 inscrits et 2 055 suffrages exprimés, la CGC obtient 50,55 % des suffrages (contre 44,51 % en 1977) ; FO : 28,22 % (30,78 %) ; CFDT : 12,16 % (13,98 %) ; CGT : 4,81 % (6,71 %) et CFTC : 3,06 % (2,51 %). Par sièges, la CGC en a 4 (plus 1), FO conserve ses deux sièges, la CFDT perd le sien et la CGT et la CFTC n'en n'ont pas. Aux cycles Peugeot de Montbéliard, dans le premier collège, la CFDT arrive en tête avec 49,8 % (plus 2,5 %), suivie de la CGT avec 41,8 % (moins 2,75 %) et de FO avec 8,4 % (moins 0,25 %). Dans le second collège, CFDT : 47,8 % (plus 6,4 %) ; CGC : 25,9 % (moins 14,1 %) ; CGT : 15,3 % (moins 3,3 %) ; FO : 11 %.

● **Reprise du travail sur le chantier de Creys-Malville**

Le travail a repris sur le chantier de Creys-Malville, après une grève avec occupation qui dure depuis le 8 mai. Le conflit touchait les 470 ouvriers de l'entreprise Fougères, chargée des travaux de génie civil. Selon la CFDT, les ouvriers ont obtenu une augmentation trimestrielle de 10 % en plus des augmentations prévues dans la grille et une augmentation des indemnités d'éloignement. 4 membres du personnel, dont deux délégués CFDT ont été mis à pied pour 15 jours. Sur le chantier de Gravelines (Nord), la grève avec occupation se poursuit et se durcit. Les travailleurs luttent sur les conditions de travail et d'hébergement.